

# ÉDITION SPÉCIALE

Pour que vous sachiez  
ce qui se passe  
**vraiment !**

de l'Union Démocratique du centre • [www.udc.ch](http://www.udc.ch) • édition septembre 2019



**Le modèle à succès suisse** 3

**Interview de l'ancien  
conseiller fédéral  
Christoph Blocher**



**Non au diktat de l'UE** 4

**Stoppez les combinards de l'UE  
du Palais fédéral !**



**Canton de Fribourg** 9 - 20

**Tout ce que vous devez savoir  
sur les élections au Conseil  
national et au Conseil des Etats**



# Pour une Suisse libre et sûre

**La sauvegarde de l'indépendance, de la prospérité et de la liberté individuelle, mais aussi de la sécurité exige un combat de tous les jours. Ce n'est que par cet effort constant que nous pouvons conserver notre Suisse belle et unique avec toutes ses valeurs et ses vertus. Il est évident que beaucoup de monde souhaite participer à la prospérité de la Suisse – également l'UE, organisation éminemment centralisatrice. Mais celles et ceux, qui veulent que la Suisse reste la Suisse, se rendent aux urnes le 20 octobre et votent UDC.**

Les conséquences de l'immigration de masse incontrôlée – un million de personnes en chiffre net durant les 13 ans écoulés – sont perceptibles tous les jours pour nous autres, citoyennes et citoyens : bouchons sur les routes, requérants d'asile et jeunes migrants traînant dans les rues, souvent ivres et violents, bétonnage des surfaces vertes, hausse des coûts de la santé et du social. Le

manque de respect, voire les menaces de violence à l'égard des agents de police, enseignantes, infirmières, travailleuses sociales et jeunes femmes dans la rue font partie du quotidien. Ce sentiment d'insécurité se nourrit également des craintes pour l'emploi, le salaire et l'avenir des enfants. Pour assurer à notre pays un avenir dans la liberté et la sécurité, il faut renforcer la présence de

l'UDC au Parlement et au Conseil fédéral. C'est dire la grande importance des élections 2019 au Conseil national et au Conseil des Etats. Le slogan «liberté et sécurité» résume parfaitement le programme politique de l'UDC qui vise le renforcement de la Suisse, nation fondée sur la volonté de son peuple. Nous nous engageons pour notre patrie. Nous tenons notre parole et nous

promettons que nous n'accepterons pas la soumission de la Suisse à l'UE. Seule l'UDC s'engage pour la gestion autonome de l'immigration ainsi que pour le renforcement de la classe moyenne laborieuse grâce à des impôts, taxes et redevances modérés et moins de prescriptions. Pour atteindre ces objectifs, l'UDC doit rester le parti de loin le plus fort.

Pour le Conseil des Etats:



**Pierre-André  
Page**  
au Conseil des Etats  
[www.pierreandrepape.ch](http://www.pierreandrepape.ch)

Liste5 UDC

**Avez-vous des questions  
concernant les élections ?**

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats 2019.

**Hotline électorale  
gratuite :**

**0800 0 1291 0**

Nous sommes à votre disposition du lundi au dimanche de 09.00 à 18.00 heures.

**Posez vos questions par  
courriel :**  
[elections@udc.ch](mailto:elections@udc.ch)

**Editorial**

**A vous de décider !**

Le bradage du modèle à succès suisse et de notre patrie vous fait-il du souci ? En avez-vous assez de l'immigration sans limite, des nombreux requérants d'asile qui cherchent uniquement à se faire une vie confortable en Suisse, de la hausse de la criminalité ? Les médias taisent soigneusement ces réalités. Or, la vérité est que l'immigration incontrôlée modifie de manière dramatique notre société. L'intégration de tant d'étrangers n'est plus possible. Les tensions entre immigrants et autochtones augmentent. Les écoles ont du mal à atteindre leurs objectifs de formation, car il y a trop d'enfants de langues étrangères dans les classes. L'UDC veut stopper ce développement nuisible et limiter l'immigration. Tous les autres partis et associations y compris les syndicats veulent faire



Albert Rösti  
Président de l'UDC Suisse

**Tout ce que vous devez savoir sur les élections  
au Conseil national et au Conseil des Etats  
dans le canton de Fribourg**

page 9 - 20

Suite à la page 2

## Editorial

Suite de la page 1

adhérer la Suisse à l'UE et abandonner l'indépendance et l'autodétermination de notre pays – également dans le domaine de l'immigration.

En avez-vous assez de ceux de la Berne fédérale qui de toute manière font ce qu'ils veulent ? Vous avez les moyens de changer cela. Le 20 octobre 2019 vous pouvez avec votre voix faire basculer les rapports de majorité afin que votre volonté dans les questions de la politique européenne et à l'égard des étrangers soit enfin respectée.

Les élections du 20 octobre 2019 constituent un choix fondamental. Les Suissesses et les Suisses décideront de l'avenir de leur pays – non seulement pour les quatre années à venir, mais pour un avenir plus lointain. A vous de décider ! Si vous voulez donner un signal clair et net contre une immigration démesurée, si vous refusez d'enchaîner la Suisse à l'UE, si vous voulez que la Suisse reste un pays autodéterminé, libre et sûr, alors votez UDC le 20 octobre.

*Albert Rösti*

Albert Rösti,  
Président UDC Suisse



Quels sont les principaux défis que la Suisse doit relever dans les années à venir ?

**Ueli Maurer:** Nous avons vécu une bonne période économique, d'où le risque d'une certaine insouciance. De nombreuses personnes semblent croire que nous avons assez d'argent pour répondre à tous les souhaits. Le même constat vaut pour les régulations. Quand tout va bien, on croit qu'on peut imposer aux entreprises des contraintes administratives et des charges sans cesse nouvelles. Le grand défi consiste à résis-

« De nombreuses personnes semblent croire que nous avons assez d'argent pour répondre à tous les souhaits. »

ter à cette tentation. Si nous gérons de manière responsable l'argent dont nous disposons et si nous cessons de multiplier les prescriptions restreignant les citoyens et les entreprises, alors nous serons sur la bonne voie !

# Nos conseillers fédéraux et l'avenir de la Suisse



## Guy Parmelin

Chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)

Ancien agriculteur et vigneron

**Guy Parmelin:** L'économie suisse doit rester compétitive pour assurer la prospérité des citoyennes et des citoyens. Les entreprises de toutes les tailles et de toutes les branches doivent pouvoir se développer librement, donc avec des charges administratives minimales et une liberté entrepreneuriale maximale. Parallèlement, il faut veiller à une bonne formation professionnelle afin de se préparer aux constants changements du marché du travail.



## Ueli Maurer

Chef du Département fédéral des finances (DFF)

Ancien administrateur de l'Union des paysans zurichois

*Vous avez des contacts avec de nombreuses personnes. Quelles sont leurs principales préoccupations ?*

**Ueli Maurer:** De nombreuses personnes sentent qu'elles perdent lentement et insidieusement leur patrie, qu'elles ne sont plus chez elles dans leur propre pays, que leurs principales convictions sont remises en question. J'entends souvent la remarque suivante : « Mais à Berne on s'en moque ! » Ce sentiment

est une source de frustrations. On se sent ignoré, voire traité de raciste et d'extrémiste de droite. Il faut que nous puissions parler ouvertement des problèmes, faute de quoi la politique perd tout crédit.

**Guy Parmelin:** Nombre de personnes se plaignent que, malgré les gros efforts qu'elles font dans leur profession, il leur reste de moins en moins d'argent dans leur portefeuille. La croissance relativement faible de la productivité et les charges supplémentaires qui renchérissent la vie

« Les charges supplémentaires qui renchérissent la vie inquiètent les gens. »

inquiètent les gens. C'est à ce niveau que nous devons intervenir en veillant à ce que nos décisions politiques visent avant tout à accroître la qualité de la vie des habitants de ce pays.

# Liberté et sécurité au lieu d'égalitarisme et redistribution

par Thomas Aeschi, conseiller national et président du groupe parlementaire UDC

**Pour quoi l'Union démocratique du centre s'engage-t-elle ? Pour une Suisse libre et sûre. Pour une Suisse autodéterminée, indépendante et neutre dans un régime de démocratie directe vivante et de fédéralisme. Pour une Suisse dans laquelle chaque citoyen agit sous sa propre responsabilité en rendant le moins possible l'aide de l'Etat. Pour une Suisse moyenne traditionnellement forte se rend tous les jours au travail et éduque elle-même ses enfants.**



Mais que veulent les socialistes et tous les autres partis ? Ils souhaitent un appareil étatique encore plus lourd et plus puissant dont les fonctionnaires – plus de 35'000 au seul niveau fédéral ! – prescrivent aux citoyens comment ils doivent organiser leur vie, un Etat qui doit prélever toujours plus d'impôts, de redevances et de taxes pour financer un budget toujours plus lourd. Ils veulent plus d'égalitarisme et de redistribution – toujours aux frais de la classe moyenne laborieuse qui forme le gros des contribuables.

L'UDC ne veut pas d'un tel Etat. Nous voulons que les générations à venir puissent vivre elles aussi dans une Suisse libre et autodéterminée, dans la paix et dans la prospérité.

**L'argent qui reste dans notre porte-monnaie ne cesse de fondre**

**Voici les conséquences concrètes de l'arnaque fiscale socio-écologiste :**



**Essence plus chère : plus 12 centimes par litre !**

Extrapolée sur une année, cette hausse représente pour un ménage comptant des pendulaires et effectuant 20'000 km/an avec une consommation de 9 l/100 km environ 270 francs

**plus 270.– francs**



**La hausse supplémentaire de la taxe CO<sub>2</sub> sur l'huile de chauffage :**

la commission de l'environnement du Conseil des Etats a décidé de doubler la taxe écologique par tonne de CO<sub>2</sub> qui passerait à 210 francs, soit de 25 cts actuellement à **54 centimes par litre d'huile de chauffage !** Cela fait pour un ménage habitant dans un appartement locatif de 100 m<sup>2</sup> et consommant en moyenne 21 l/m<sup>2</sup>/an un supplément de 1134 francs.

**plus 1'134.– francs**



**Taxe sur les billets d'avion de 30 à 120 francs par vol :**

Exemple d'un vol d'avion à Londres pour une famille de 4 personnes:

**le prix passe de 400 à 600, voire 800 francs !**

**plus 400.– francs**



**Interdiction des chauffages à huile :** la commission de l'environnement du Conseil des Etats a décidé d'imposer une réduction massive des émissions de CO<sub>2</sub> aux immeubles existants. Cet objectif ne peut être atteint que par le biais d'une interdiction des chauffages à huile. Les coûts de transformation reportés sur les locataires se montent en moyenne à **1'128 francs !**

**plus 1'128.– francs**



**Coûts supplémentaires par ménage et par an**

**Liberté et sécurité.**

**Votez UDC !**



### Impressum:

ÉDITION SPÉCIALE : ÉDITION SPÉCIALE : est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage : 1'072'869 | Edition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général, case postale 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, fax 031 300 58 59, info@udc.ch | Conception et graphisme: GOAL SA für Werbung und Public Relations | Crédits photos: iStockphoto, Shutterstock, www.admin.ch, www.parlement.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich SA

Attention : cette publication n'est ni une publicité, ni une réclame, mais c'est une information politique. Elle peut donc être distribuée dans chaque boîte aux lettres même en présence d'un autocollant interdisant la publicité. Nous vous remercions de votre compréhension.

# Le modèle à succès suisse s'appelle «ouverture au monde et autodétermination»

Accord-cadre UE – libre circulation des personnes – avenir de la Suisse – signification des élections au Conseil national – Greta Thunberg : «Edition Spéciale» s'est entretenue avec Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral, au sujet des défis actuels que doit relever la Suisse.

*Pourquoi la Suisse se porte-t-elle économiquement mieux que d'autres pays ?* Parce que la Suisse bénéficie d'une avance en termes de liberté, de sécurité et de responsabilité individuelle. Son modèle à succès s'appelle ouverture au monde et autodétermination. Voilà pourquoi la Suisse n'est pas membre de l'UE. Or, certaines forces politiques cherchent à miner, voire à détruire ce modèle à succès. Cela m'inquiète.

*L'économie ronfle, les gens ont du travail... et vous vous inquiétez de l'avenir de la Suisse ?*

C'est dans des périodes prospères que les hommes, les entreprises et les pays préparent leur ruine.

conduit la Suisse dans l'UE. Disons-le tout net : celles et ceux qui veulent signer ce contrat ne l'ont pas lu ou suivent égoïstement leurs propres intérêts financiers et politiques sans égard pour notre pays et le bien-être de ses habitants.

*Non seulement les associations économiques, mais aussi les universités et les étudiants sont pour l'accord-cadre.*

Oui, je sais. Ces milieux voulaient déjà nous pousser dans l'UE en 1992. Sans dénigrer l'enthousiasme et les visions des jeunes, je constate que l'expérience et le bon sens nous dictent une autre voie. Heureusement que le peuple a refusé l'adhésion à l'UE en 1992.

*Le Conseil fédéral affirme que faute de cet accord-cadre nous serions discriminés par l'UE.*

Pures sottises. Cela fait trente ans que l'on brandit cette menace. L'UE exporte davantage en Suisse que la Suisse exporte dans l'UE. Il ne viendrait à l'idée de personne de discriminer un aussi bon client.

*Ne voyez-vous pas les choses trop en noir ?*

Non. Ce traité de soumission donne non seulement à l'UE le droit d'édicter des lois en Suisse, mais en plus il appartiendrait en cas de litige à la Cour de justice de l'UE, donc au tribunal de la partie adverse, de trancher. Nous autres Suisses, nous devrions nous soumettre à du droit et à des juges étrangers. Voulons-nous vraiment que, par exemple, notre politique des transports soit déterminée par l'UE ? Que Bruxelles fixe notre politique agricole ? Ou que l'UE décide que chaque immigrant a droit à la totalité de l'aide sociale suisse ? Faut-il que l'UE décide comment nous organisons nos banques cantonales ? Ou qu'elle décide du niveau de nos impôts ? Combien de milliards serons-nous contraints de verser à Bruxelles ?

**« Les politiciens qui acceptent un tel traité de soumission doivent être tombés bien bas ! »**



*La Suisse exporte massivement à l'étranger. Ne faut-il pas alors poursuivre la globalisation, s'aligner sur l'UE ?*

Nick Hayek, patron du groupe Swatch, l'a dit très clairement : la Suisse n'a certainement pas à s'adapter aux conditions-cadres imposées par l'UE. C'est au contraire l'UE qui doit s'approcher de celles de la Suisse. Il a raison. Nous avons objectivement de meilleures conditions-cadres.

*Mais l'accord-cadre ne nous fait pas entrer dans l'UE. Il nous rattache seulement à celle-ci.*

L'accord-cadre donne à l'UE le droit d'édicter les lois valables en Suisse – même contre la volonté des citoyens suisses. Les politiciens qui acceptent un tel traité de soumission doivent être tombés bien bas ! Or, à l'exception de l'UDC, tous les partis veulent cet accord.

*Les associations économiques et les grands managers veulent aussi signer cet accord.*

Oui, malheureusement ! Alors qu'ils savent très bien que cet accord-cadre

*La Suisse peut-elle vraiment se soustraire à cette contrainte ?*

Bien sûr ! Si la Suisse le veut et exprime clairement sa volonté, les choses sont très simples. La Suisse a surmonté des moments bien plus difficiles dans le passé sans pour autant s'abandonner.

*Comment les choses continueraient-elles en Suisse sans cet accord ?*

C'est très simple : la Suisse poursuivrait sur la voie qui a fait la preuve de son efficacité : ouverte au monde, mais sans abandonner les piliers de son Etat. Des jours difficiles approchent. L'histoire nous l'a prouvé : c'est en restant fidèle à elle-même que la Suisse surmonte le mieux les difficultés.

*L'UDC veut mettre fin à la libre circulation des personnes avec son initiative de limitation. Les adversaires de ce projet affirment qu'il nuit à l'économie.*

Le but de cette initiative est de limiter l'immigration excessive que subit la Suisse. La Suisse doit gérer de manière autonome l'immigration sur son territoire, comme l'ont décidé le peuple et



trueuses. Aujourd'hui déjà, la Suisse affiche un taux de chômage plus élevé que l'Allemagne à cause de la libre circulation des personnes et une politique d'asile irresponsable ! Notre bonne situation économique est ébranlée. Voulons-nous attendre que la Suisse sombre dans un chômage de masse ? Non, je crois que nous devons enfin agir. *Mais la Suisse a besoin de spécialistes*

d'habitants. Conséquences parmi d'autres : du stress dû à une densité démographique excessive et le bétonnage des paysages.

*Pourquoi est-il si important que l'UDC gagne ces élections ?*

Si l'UDC perd, elle aura moins de sièges au Parlement et l'opposition aux décisions insensées prises par la Berne fédérale au détriment de notre liberté et de notre sécurité sera affaiblie. La Berne fédérale pourra alors alourdir encore plus la bureaucratie, augmenter les impôts, taxes et redevances et multiplier les interdictions. En clair : le niveau de vie baissera en Suisse, surtout



les cantons. Manquant totalement de respect pour la volonté du peuple, une classe politique ivre de pouvoir a refusé d'appliquer ce mandat constitutionnel et l'a même inversé. L'UE a jusqu'ici refusé de négocier. C'est là qu'intervient l'initiative de limitation. L'accord de libre circulation des personnes ne doit être résilié que si l'UE refuse d'en négocier les termes. L'économie n'en tire aucun inconvénient. Les professionnels dont les entreprises ont besoin continueront de venir, tout comme les frontaliers. Les milieux économiques n'ont rien à craindre.

En revanche, cette initiative stoppera l'immigration abusive qui provoque du chômage et des charges sociales mons-

*étrangers. Comment régler ce problème sans la libre circulation des personnes ?*

Si on ne trouve pas ces spécialistes en Suisse, on peut les faire venir de l'étranger. Des permis de travail de courte durée continueront d'être accordés. La Suisse a agi de la sorte avec succès entre 1971 et 2007. Puis l'UE lui a imposé la libre circulation des personnes. Le Conseil fédéral a promis que l'immigration ne dépasserait pas 8000 à 10'000 personnes par an. Or, plus de 65'000 par an en chiffres nets sont venus et les charges sociales ont explosé. Le même laxisme régit la politique d'asile. Depuis 2007 la population de la Suisse a augmenté d'un million

pour la classe moyenne.

*La Suédoise Greta Thunberg a environ l'âge de vos petits-enfants. Que diriez-vous à cette jeune activiste pour le climat si vous la rencontriez ?*

Je dirais : « Bonjour Mademoiselle Thunberg, c'est bien que vous vous engagiez pour un bon climat. Veillons donc tous ensemble à la qualité de l'air et de l'eau, à des sols sains, mais sans pour autant lancer des mesures insensées, excessivement coûteuses, disproportionnées et qui, de surcroît, n'ont aucune efficacité. Le principal résultat de ces mesures est de réduire la liberté et la sécurité des gens et, en plus, de les appauvrir. »

## Christoph Blocher en quelques mots

**Naissance:** 11 octobre 1940 à Zurich, grandit à Laufen près des chutes du Rhin – **Originaire:** Meilen/ZH et de Schattenthal/BE, citoyen d'honneur de Lü dans le Val Mustair – **Domicilié:** Herrliberg/ZH, marié, 4 enfants, 12 petits-enfants – **Formation:** 2 ans d'apprentissage agricole à Ossingen/ZH, études de droit à Zurich, Montpellier et Paris, doctorat en droit – **Carrière professionnelle:** entrée au service juridique de l'entreprise EMS-Chemie après ses études, président de la direction d'EMS-Chemie (anciennement Emser Werke), reprise de la majorité des actions d'Ems-Chemie Holding SA, président et délégué du conseil d'administration d'EMS-Chemie Holding SA, entrepreneur en médias – **Carrière militaire:** colonel, anc. Cdt Ls Rgt 41 – **Parcours politique:** cofondateur du «Studentenring» de l'Université de Zurich, membre du conseil communal de Meilen, député au Grand Conseil, président de l'UDC du canton de Zurich, conseiller national, président de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), conseiller fédéral et chef du Département fédéral de justice et police, président du Comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE ; en 2018, démission de tous ses mandats politiques.

# Stoppez les combinards de l'UE du Palais fédéral !

par Céline Amaudruz, conseillère nationale et candidate au Conseil national, gestionnaire de fortune

Au jeu du Mikado, le perdant est celui qui fait bouger le premier ses baguettes. Dans la bataille concernant l'accord de rattachement à l'UE, les perdants seraient manifestement ceux qui annoncent la couleur avant les élections fédérales du 20 octobre. Les partis qui acceptent ce diktat de l'UE évitent en tout cas soigneusement ce thème.



Ils préféreraient ne pas du tout en parler. Mais ils sont tous complices : économiques, Union patronale,

PLR, PDC, Verts Libéraux, Verts et PS. Même les syndicats, appâtés par des concessions qui nuisent à la liberté du marché du travail, rejoindront le camp des partisans de l'accord-cadre avant la fin de l'année.

## Le modèle à succès suisse est menacé

La Suisse était à l'origine un pays pauvre. Son succès exceptionnel en termes de prospérité, de paix et d'équilibre social s'explique uniquement par les piliers de son Etat qui s'appellent démocratie directe, fédéralisme et neutralité armée. Tout cela serait menacé par l'accord de

rattachement à l'UE. Ce contrat permettrait à l'UE d'imposer ses règles dans les domaines de la libre circulation des personnes, de la politique agricole, des normes industrielles, de l'approvisionnement énergétique et même des axes de transit nord-sud.

## Le peuple évincé

Le peuple, actuellement le patron en politique, serait mis à l'écart. Il serait remplacé par le droit UE et le tribunal UE. On tente de nous faire croire que nous pourrions tout de même voter, mais que nous devrions alors accepter les «mesures de compensation» de

Bruxelles. Cela relève du même cynisme que de dire aux automobilistes : «Vous êtes libres de foncer à 180 km/h dans une zone limitée à 30,

et une amende de quelques dizaines de milliers de francs.»

Cette thématique paraît suffisamment importante pour être débattue avant les élections. Mais la coalition du rattachement à l'UE craint la lumière du jour. Elle veut tromper et surprendre le peuple après le 20 octobre.

## « La coalition du rattachement à l'UE craint la lumière du jour. »

mais vous devrez simplement accepter les mesures de compensation, soit le retrait définitif du permis de conduire, une peine d'emprisonnement

Ne permettez pas qu'on vous roule dans la farine ! Votez pour des représentants du peuple qui défendent à visage découvert les piliers de notre Etat !

# Comme dans un match Suisse-France où la France fixerait les règles du jeu

par Michaël Buffat, conseiller national, directeur de banque

Ledit accord-cadre que l'UE veut imposer à la Suisse n'est pas autre chose qu'un traité de soumission au profit exclusif de Bruxelles. Aucun Etat au monde n'accepterait cela.



tions de plusieurs années est le présent «accord-cadre institutionnel».

## L'accord avec l'UE évincé les citoyennes et citoyens suisses

Cet accord marque la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale. Le peuple, les cantons et le Parlement n'auraient plus voix au chapitre dans les principales questions touchant à l'avenir de notre pays. Législateur suprême, le peuple suisse serait privé de son pouvoir dans des domaines essentiels de notre politique économique, sociale et étrangère. La Suisse serait contrainte de reprendre du droit étranger, de reconnaître des juges étrangers et, si son peuple vote autrement que ne le souhaite Bruxelles, l'UE pourrait en toute légalité punir notre pays.

Ce serait comme un match de football Suisse-France où les Français fixeraient les règles du jeu, les modifieraient en cours de rencontre,

nommeraient l'arbitre et auraient de surcroît le droit de donner des coups de pieds aux joueurs suisses. Parmi les 194 pays du monde, je n'en vois pas un seul acceptant un accord aussi «unilatéral», un traité de soumission qui le livrerait pieds et poings liés à une organisation d'Etats.

## « Cet accord marquerait la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale. »

Mais en 2008 l'UE a fait comprendre clairement à la Suisse qu'elle n'acceptait plus des accords bilatéraux de ce genre. En lieu et place de rapports entre partenaires égaux en droit, Bruxelles exigeait un «cadre» englobant tous les accords passés et futurs ce qui implique que dorénavant la Suisse doit reprendre les modifications imposées par l'UE. L'affaire a été négociée et le résultat des négocia-

tion. Des institutions helvétiques, qui ont fait la preuve de leur efficacité, ne seraient plus admises : usines hydrauliques, fournisseurs de réseaux électriques, assurances cantonales des bâtiments, SUVA, banques cantonales, hôpitaux, mais aussi de nombreuses institutions sportives, culturelles et de loisirs. Et pour couronner le tout, nous serions contraints de payer des milliards de francs pour tous ces inconvénients ! Nous devrions cofinancer les programmes UE actuels et



## Engagez-vous maintenant pour la liberté, l'indépendance et l'autodétermination de la Suisse !

Le comité interpartis «NON à l'adhésion insidieuse à l'UE» mène la bataille contre «l'accord-cadre UE», ce traité de soumission proposé par le Conseil fédéral. Le comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE compte de nombreuses personnalités connues de toute la Suisse. Il est présidé par Roger Köppel, conseiller national et éditeur du magazine «Weltwoche». Devenez vous aussi membre en vous inscrivant sur le site [www.non-ue.ch](http://www.non-ue.ch) ou en remplissant la **formule d'adhésion à la page 8**.

## Devenez membre du comité interpartis «NON à l'adhésion insidieuse à l'UE» !

# L'accord-cadre – un carcan qu'on veut nous imposer

par Jean-Luc Addor, conseiller national, avocat

L'accord-cadre que le Conseil fédéral a négocié avec l'UE est taillé sur mesure pour la Suisse, affirment ceux qui l'ont négocié. C'est le contraire qui est vrai : cet accord nous étoufferait à tous points de vue.



L'accord-cadre institutionnel avec l'UE que nous présente le Conseil fédéral ne nous va pas. Il n'est absolument pas «taillé sur mesure». Les tailleurs de l'UE n'ont pas pris une

seule fois la mesure de la Suisse. Ce contrat est bien plus un carcan dans lequel on veut nous presser. Il nous impose des réglementations européennes qui ne conviennent ni à notre vie quotidienne, ni à nos valeurs. Il nous impose du droit UE et nous punit si nous décidons autrement. La décision finale appartiendrait aux juges étrangers de la Cour de justice UE. Le tribunal arbitral n'aurait strictement rien à dire.

## « L'accord qu'on nous soumet étend massive-ment la libre circulation des personnes. »

### Immigration facilitée

L'accord qu'on nous soumet étend massivement la libre circulation des personnes en simplifiant encore plus l'obtention d'un droit de séjour et le regroupement familial. L'immigration de masse augmenterait et avec elle la pénurie de logements, le niveau des loyers, l'engorgement

des routes et des trains. Les institutions sociales seraient contraintes d'augmenter les cotisations et de réduire leurs prestations. Le partenariat social traditionnel de la Suisse serait remplacé.

### Des milliards à payer

L'interdiction européenne des aides publiques entraverait le développement économique des cantons et des communes. Les systèmes fiscaux cantonaux seraient touchés : l'encouragement d'implantations, les aides économiques et les promotions régionales des cantons ne seraient plus possibles sans l'accord de l'UE. La TVA européenne de 15% au minimum renchérirait notre consom-

matation. Des institutions helvétiques, qui ont fait la preuve de leur efficacité, ne seraient plus admises : usines hydrauliques, fournisseurs de réseaux électriques, assurances cantonales des bâtiments, SUVA, banques cantonales, hôpitaux, mais aussi de nombreuses institutions sportives, culturelles et de loisirs. Et pour couronner le tout, nous serions contraints de payer des milliards de francs pour tous ces inconvénients ! Nous devrions cofinancer les programmes UE actuels et

ferus et, surtout, verser des milliards au fonds de cohésion UE.

### Abandonner notre droit de vote

Non, nous refusons ce carcan ! L'accord-cadre menace globalement le succès et l'autodétermination de la Suisse. Il prive les citoyennes et citoyens de leurs droits politiques. Nous ne voulons pas de cela ! Le Conseil fédéral doit refuser catégoriquement cet accord.

## Accord institutionnel – rendez-vous compte de ce que l'UE exige vraiment de la Suisse

Tout le monde parle de ce traité appelé accord-cadre UE et, hormis l'UDC, tout le monde le réclame. Mais personne, hormis l'UDC, ne veut en parler avant les élections fédérales du 20 octobre. C'est normal, car il suffit de lire le texte de cet accord pour se rendre très vite compte de ce qu'il signifie : la soumission totale de la Suisse à l'UE, la fin de la démocratie directe, de l'indépendance, de la liberté et de l'autodétermination de la Suisse. Le PDC, le PBD, le PLR, les Verts, les Verts Libéraux et le PS sont prêts à brader la Suisse.

Lisez vous-même sur [www.non-ue.ch](http://www.non-ue.ch)

(Dans le menu du site internet [www.non-ue.ch](http://www.non-ue.ch), cliquez sur «accord-cadre commenté»)

# Plus d'argent pour l'AVS et moins pour l'étranger

par Marcel Dettling, conseiller national, agriculteur

La confédération dépense toujours plus d'argent pour l'étranger. L'UDC entend changer cela et garantir les rentes AVS des Suissesses et des Suisses. Elle propose de prélever un milliard de francs par année sur les quelque 5 milliards que la Confédération affecte uniquement à l'aide au développement et à l'asile et de transférer ce montant à l'AVS. Idem pour le milliard de cohésion de l'UE qui serait également mieux à sa place dans l'AVS.



Atteignant plus de 50'000 personnes en 2018, soit autant que la population de la ville de Bienne, l'immigration est toujours six fois plus élevée que le Conseil fédéral avait tenté de le faire croire au peuple suisse avant la votation sur la libé-

re circulation des personnes. La préférence nationale exigée par le peuple suisse a été inversée et traduite en une préférence étrangère par l'alliance PLR-PS. Pourtant, le taux de chômage suisse, soit 4,8%, est plus élevé que celui de l'Allemagne.

L'immigration coûte à la Suisse des sommes monstrueuses en termes de contributions sociales, de frais d'intégration et d'infrastructures. Parallèlement, la Confédération dépense une somme énorme – près de 5 milliards de francs par an – pour l'asile et l'aide au développement, soit plus que pour la sécurité nationale et même le double du montant consacré à la production agricole. De surcroît, la Suisse s'appête à faire cadeau à l'UE de plus d'un milliard de francs pour ladite

cohésion. Notre pays dépense de plus en plus d'argent pour l'étranger et pour entretenir les migrants sociaux du monde entier.

Cette politique est inacceptable et doit changer. L'initiative UDC de limitation veille à ce que la Suisse gère enfin elle-même l'immigration conformément à la volonté du peuple. Il s'agit également de fixer de nouvelles priorités pour les dépenses fédérales. Au moins un milliard de francs doit être transféré de l'aide au développement et de l'asile vers l'AVS. En outre, il n'y a pas lieu de verser 1,3 milliard de francs au fonds de cohésion de l'UE. Cet argent doit profiter aux habitants de la Suisse afin de garantir les rentes AVS d'une classe moyenne qui travaille durement.

# Le travail doit à nouveau valoir la peine

par Jean-François Rime, conseiller national, entrepreneur et président de l'Union suisse des arts et métiers

Conçue initialement comme un soutien passager pour surmonter des situations d'urgence, l'aide sociale est depuis longtemps devenue un revenu de base sans condition pour certains groupes de la population, notamment les personnes de l'asile. Il s'agit là d'une dérive fatale qui rend le travail peu attrayant et coûte des milliards de francs aux contribuables.



Lorsque la Conférence suisse des institutions d'aide sociale (CSIAS) annonce bruyamment que toute réduction de l'aide sociale est impossible et inhumaine, elle donne dans la pure propagande des travailleurs sociaux. Selon les directives CSIAS, un ménage à une personne doit toucher une contribution

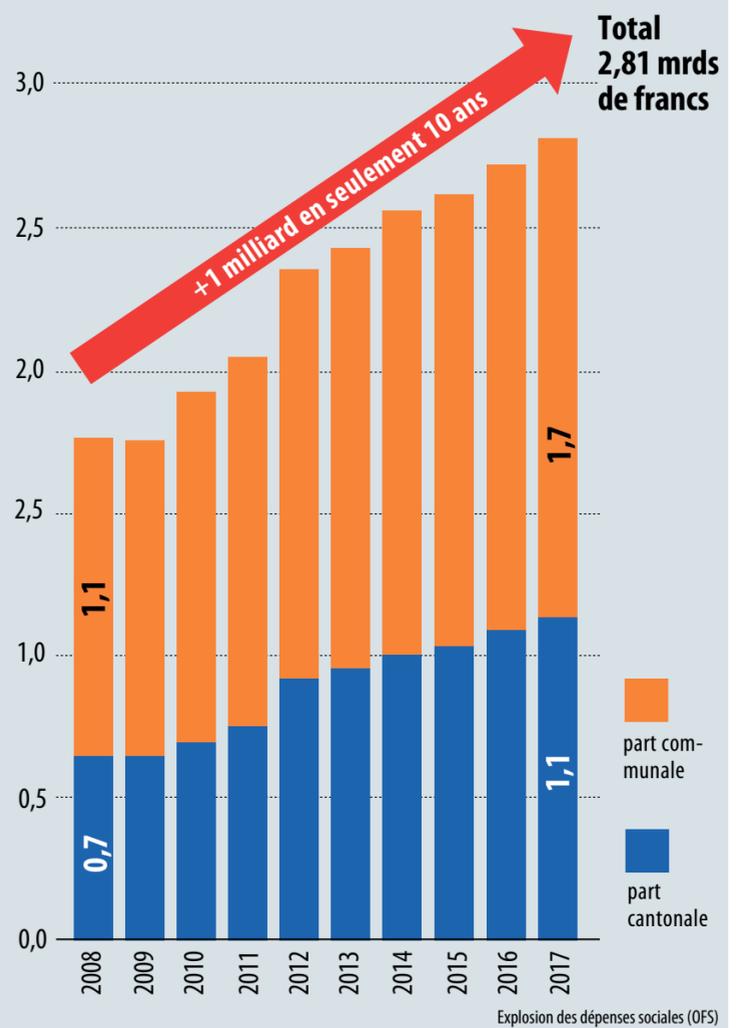
mensuelle de base en liquide de 986 francs. Ce montant est de 2'110 francs pour un ménage de quatre personnes. Les bénéficiaires sont libres de dépenser cet argent comme ils l'entendent.

Contrairement à ce que suggère la CSIAS, cette contribution dite pour les besoins de base n'est pas, beaucoup s'en faut, tout ce que reçoivent les bénéficiaires de l'aide sociale. Une famille de quatre personnes touche de surcroît pour le loyer, les primes d'assurance-maladie (LAMal) et au titre desdites prestations circonstancielles (par exemple, le dentiste, l'hygiène dentaire, la crèche d'enfants, le matériel scolaire, les abonnements aux transports publics, etc.) des contributions d'une valeur dépassant largement 5'000 francs par mois. Tout cela bien entendu hors impôts.

Une personne qui veut entretenir sa famille avec du travail payé doit gagner nettement plus que ce qu'elle recevrait de l'aide sociale sans payer d'impôts. A un revenu inférieur, le travail ne vaut pas la peine. Il est cependant illusoire de penser qu'une personne de formation modeste et sans expérience professionnelle puisse gagner plus de 6'000 francs par mois.

L'Etat ne doit pas dépenser plus d'argent pour l'aide sociale, mais renforcer les incitations poussant les gens à travailler. Les personnes travailleuses et motivées doivent être récompensées alors que les paresseux et les récalcitrants à l'intégration doivent se contenter du minimum. L'aide sociale publique est liée à une obligation générale de travailler.

## Explosion des coûts de l'aide sociale en milliards de francs



## Moins de masques, plus de sécurité

par Yves Nidegger, conseiller national, avocat



L'initiative populaire «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage» accroît la sécurité publique. Elle fournit une base légale pour s'opposer enfin aux hordes de vandales et casseurs masqués qui sévissent impunément lors de manifestations, sportives notamment, ou dans le contexte des cortèges du 1er mai.

En interdisant le voile intégral, l'initiative veut protéger en outre le droit constitutionnel des femmes à l'égalité et à la liberté. Des femmes et des hommes libres se regardent à visage découvert lorsqu'ils se parlent. Le principe élémentaire de

l'égalité des droits commande de veiller à ce que les femmes comme les hommes montrent leur visage en public. L'interdiction de dissimuler son visage ne porte par ailleurs aucune atteinte à la liberté de sortir dans la rue avec la tenue vestimentaire de son choix. Car cette liberté est soumise au respect de l'ordre public. De même que la nudité intégrale (ne rien cacher de soi) contrevient à l'ordre public, le voile intégral (ne rien montrer de soi) y contrevient tout autant. Cette initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons l'an prochain. Nous comptons sur votre soutien.

**Oui** à l'interdiction de se dissimuler le visage



# Liberté et sécurité.

[www.udc.ch](http://www.udc.ch)

**Votez UDC!**





## Que veut l'initiative UDC de limitation?

L'initiative de limitation exige une gestion raisonnable et autonome de l'immigration. Elle sera probablement soumise au souverain en mai 2020. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2002, 1,1 million de personnes en chiffres nets ont immigré en Suisse. Et année après année 60'000 à 80'000 étrangers continuent de s'installer dans notre pays.

Les conséquences de ce phénomène sont énormes. Les partisans de la libre circulation des personnes prétendent que l'immigration est d'une importance centrale pour l'économie. Cette affirmation n'est juste que si on considère

l'économie de manière isolée et que l'on ignore délibérément les autres coûts – par exemple au niveau des institutions sociales, de la formation, de la santé ou de la sécurité. Et si on ferme les yeux devant la pression massive que la libre circulation des personnes exerce notamment sur les salariés de plus de 50 ans qui sont facilement remplacés par une main-d'œuvre importée plus jeune et moins chère. Le Conseil fédéral tente de résoudre ce problème par une nouvelle institution sociale appelée «rente pont».

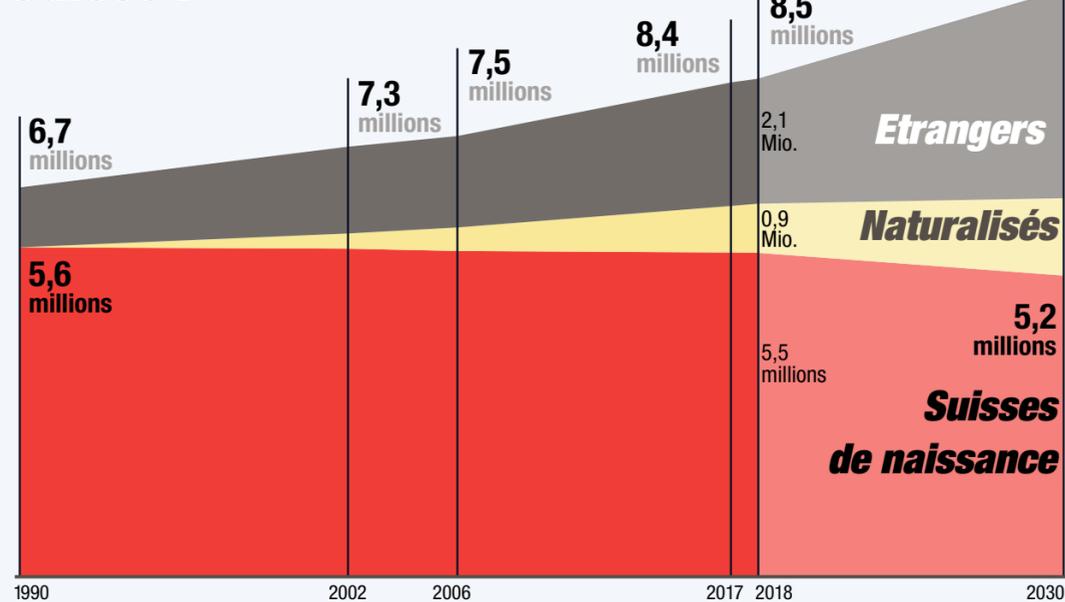
Les besoins de l'économie en professionnels qualifiés peuvent parfaitement être satisfaits de manière unilatérale et

contrôlée par la Suisse, donc sans accord de libre circulation, mais, conformément à la Constitution fédérale, en tenant compte de la situation économique générale et en appliquant la préférence nationale qui protège les salariés âgés.

La position de l'UDC est claire: la Suisse ne peut combattre les conséquences graves et onéreuses de la libre circulation qu'en reprenant en Suisse le contrôle de l'immigration. L'accord de libre circulation l'empêche de le faire. Ce traité conclu avec l'UE donne à 500 millions de citoyens UE le droit d'immigrer en Suisse.

[www.initiative-de-limitation.ch](http://www.initiative-de-limitation.ch)

## Bientôt 10 millions d'habitants en Suisse ?



L'immigration croissante provoque une explosion démographique. Source: OFS, développement de la population résidente permanente en Suisse & propres extrapolations. Naturalisations par an cumulées depuis 1990.

## Préserver notre environnement – limiter l'immigration

Le résultat de l'immigration de masse incontrôlée: durant les 13 années passées, un million de personnes ont immigré en Suisse. Cette explosion démographique nuit directement à notre environnement et au climat. Ses conséquences sont désastreuses: pendant ces treize années, des espaces verts d'une surface équivalente à 57'000 terrains de football ont été couverts de constructions. En d'autres termes, 407 millions de mètres carrés de nature ont été bétonnés, notamment pour construire 454'000 nou-

veaux logements. Un million d'immigrants signifie aussi 543'000 voitures et 789 autocars de plus sur les routes et 9 milliards de kilomètres supplémentaires parcourus. Avec un million d'habitants de plus, la Suisse consomme au moins 2 milliards de kilowattheures de plus par an, ce qui correspond à la production de 500 grandes éoliennes. Enfin, un million d'immigrants provoque une augmentation de la consommation d'eau de 59 milliards de litres par an.

## Arrêtons de bétonner la Suisse !



### Opinion

## La destruction du modèle à succès suisse ?

Christoffel Brändli commente l'immigration et la politique environnementale

**Durant les treize ans écoulés la population de la Suisse a augmenté de plus d'un million d'habitants à cause de l'immigration. Hormis l'UDC, tous les partis politiques souhaitent prolonger cette immigration déterminée par l'UE et imaginent sans inquiétude une Suisse à 10 millions d'habitants.**

De toute évidence, les partisans de cette immigration se laissent guider par des intérêts commerciaux à court terme et ferment les yeux devant les conséquences de ce phénomène. Or, la Suisse risque d'y perdre durablement sa prospérité. Pourquoi?

La croissance démographique et les besoins supplémentaires qui en découlent exigent une augmentation de l'espace habitable de 20 à 30%. Cela signifie concrètement le bétonnage des paysages ou, en procédant à des constructions denses, l'émergence de bidonvilles dans nos agglomérations. Aujourd'hui déjà nous assistons à ce développement sans réagir. Vous êtes-vous demandé ce que cela signifie, par exemple, pour la ville de Coire que de devoir mettre à disposition 30% de plus d'espace de logement? Où sont donc les Verts-Libéraux qui récemment encore ont fait de grandes déclarations en faveur de la conservation des surfaces cultivables?

Le besoin en espace habitable n'est pas le seul problème. Un à deux millions d'habitants supplémentaires chargent encore plus nos infrastructures de transport qui ont déjà atteint les limites de leur capacité. Un à deux millions d'habitants supplémentaires signifie au moins 500'000 voitures de plus ou implique une extension excessivement onéreuse des transports publics.

Nos institutions sociales – AVS, aide sociale, assurance-maladie et autres – seront encore plus difficiles à financer. Le seul financement des rentes AVS supplémentaires exige la création de deux à trois millions nouveaux emplois. Une chose totalement impossible à l'ère

de la numérisation. Une Suisse à 10 millions d'habitants consommera aussi beaucoup plus d'énergie. Personne ne sait où on pourra la prendre.

Notre société change elle aussi de manière dramatique. L'intégration des immigrants n'est plus guère possible. Les tensions entre nouveaux arrivants et autochtones augmentent. Les écoles ont de plus en plus de mal à atteindre leurs objectifs de formation en raison de la composition hétérogène des classes. La population autrefois homogène est en train de se disperser en groupes d'habitants qui vivent certes ici, mais qui n'ont plus aucun rapport entre eux.

Comment la politique réagit-elle face à ce développement? On fonde une alliance pour le climat – on ne sait pas très bien ce que cela veut dire – et on tente de détourner l'attention du public des problèmes que pose une immigration totalement démesurée. La grande industrie se montre reconnaissante à l'égard de la politique parce que l'immigration lui permet d'augmenter ses bénéfices.

Il est temps que le peuple suisse s'éveille et qu'il prenne en main son avenir. Il est minuit moins cinq et l'accord-cadre, par lequel la Suisse se soumettra définitivement à l'UE, est proche de son application. Ainsi, la démesure aura atteint l'objectif final: la destruction définitive du modèle à succès suisse qui se fonde sur l'autodétermination, la modestie et la liberté.

Christoffel Brändli était conseiller d'Etat et il a siégé au Conseil des Etats. Il habite à Landquart (GR).

# Des questions

- Concernant le matériel électoral ?
- Concernant les élections ?



Hotline électorale gratuite :  
**0800 0 1291 0**

Courriel :  
**elections@udc.ch**

## Renseignements gratuits et compétents ici !

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats 2019. Comment élire correctement ? Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse ?

Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 et également le week-end.



## Dans un local sombre...



... peu après 21 heures, les fers de lance du parti le plus fort de Suisse se réunissent. La période la plus folle de la vie politique est probablement en train de recommencer ...

Regardez «Campagne électorale – le film» sur

<https://wahlkampfderfilm.ch/fr/>



## Grand quiz électoral [www.udc.ch/concours](http://www.udc.ch/concours) Participez et gagnez !



**1** Que signifie le projet d'accord-cadre UE pour la Suisse ?

- L'intégration de la Suisse dans l'UE = FA
- La soumission de la Suisse à l'UE = VO



**2** Combien d'immigrants en chiffres nets sont venus en Suisse depuis 2007 ?

- environ 100'000 = KE
- environ 1'000'000 = T



**3** Qui pouvez-vous appeler gratuitement si vous avez des questions concernant le matériel électoral ?

- Darius Rochebin = NE
- La Hotline électorale gratuite de l'UDC = EZ



**4** Quel est le slogan électoral de l'UDC pour les élections du 20 octobre ?

- «Bière gratuite et sécurité» = W
- «Liberté et sécurité» = U



**5** A quel niveau passerait la TVA suisse (actuellement 7,7%) en cas d'adhésion à l'UE ?

- A au moins 10% = S
- A au moins 15% = DC



**6** Qui a dit : «Cet accord serait la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale» ?

- Thomas Matter, conseiller national = I
- Christa Markwalder, conseillère nationale PLR = F

Participez au concours en ligne :  
[www.udc.ch/concours](http://www.udc.ch/concours)

### Énoncé de la solution correcte

1 2 3 4 5 6

Cochez les réponses correctes, écrivez les lettres correspondantes dans la même suite que les questions et renvoyez la solution. Délai de renvoi : 20 octobre 2019

**1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> prix :** invitation personnelle au domicile de Christoph Blocher qui vous fera visiter, à vous-même et à la personne qui vous accompagne, sa collection privée de tableaux des peintres Anker et Hodler.

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2019. Il n'y aura aucune correspondance concernant le concours. Un versement au comptant n'est pas possible. Tout recours judiciaire est exclu.

## Liberté et sécurité. La Suisse doit le rester. J'y contribue !

- Je souhaite devenir membre de l'UDC à mon lieu de domicile, resp. dans ma région/mon canton. Je verse une cotisation annuelle et je suis invité aux assemblées et manifestations du parti.
- Je souhaite être informé sur les activités en cours, les communiqués de presse et les articles de l'UDC Suisse. Veuillez m'envoyer dès à présent votre lettre d'information gratuite à l'adresse courriel ci-dessous.
- Veuillez m'envoyer gratuitement le programme politique de l'UDC Suisse.
- Je suis prêt à mettre à disposition mon terrain, ma grange, un mur de ma maison pour des affiches de la **campagne UDC au Conseil national**.

Veuillez m'envoyer :

\_\_\_ Affiches A0 pour tous les temps (solide) (A0 = 84,1 cm x 118,9 cm)  
\_\_\_ Affiches A2 en papier (A2 = 42 cm x 59,4 cm)

- Je soutiens la **campagne de l'UDC au Conseil national** (les dons peuvent être déduits dans une certaine mesure des impôts cantonaux et communaux).
  - Je fais un don de \_\_\_\_\_ francs sur le **CCP 30-8828-5** de l'UDC Suisse.
  - Veuillez m'envoyer un bulletin de versement de l'UDC Suisse
- J'accepte que vous utilisiez mon adresse pour la publicité de l'UDC.
- Je souhaite devenir membre du comité interpartis «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE» (voir article à la page 5).

Nom/Prénom

Rue

NP/Lieu

Téléphone

Courriel

Signature

**Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :**  
UDC Suisse, Secrétariat général, case postale, 3001 Berne  
Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58, fax 031 300 58 59

[www.udc.ch](http://www.udc.ch)



# ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du Centre du canton de Fribourg • www.udc-fr.ch • septembre 2019



**Elections fédérales** 10

**La Suisse avant tout !  
Retrouvons les manches  
pour la défendre !**

Votez  
 Liste 5

## SPÉCIAL FRIBOURG

**Concrètement...** 16

**Efficacité et activités du  
groupe UDC au Grand Conseil  
fribourgeois.**

# L'UDC du canton de Fribourg proche de vous !



Pierre-André Page,  
Conseiller National

**Depuis quatre ans, au Conseil national, je défends mes convictions – les vôtres, celles pour lesquelles vous m'avez élu en octobre 2015. Un environnement préservé grâce à un aménagement du territoire adéquat, une agriculture familiale et productrice, une attention portée aux plus faibles... Le 20 octobre 2019, je sollicite à nouveau votre confiance: au Conseil national, comme au Conseil des Etats, je poursuivrai le travail, fidèle à mes engagements.**

Fribourg mon canton est suisse : ses problèmes sont aussi ceux de la Confédération. Voilà ce qui, à Berne, donne du sens à mon engagement, renforcé par mes expériences de maître-agriculteur et de politicien communal puis cantonal depuis trente ans.

Soucieux de notre environnement, j'ai déposé, en 2016, une motion visant à permettre d'utiliser au maximum **les volumes de bâtiments déjà construits** mais situés hors de la zone à construire. Acceptée par le National, elle est aujourd'hui traitée dans le cadre de la deuxième réforme de la Loi sur l'aménagement du territoire.

Agriculture: j'ai interpellé le Conseil fédéral en 2018 à propos de la numérisation de l'agriculture: le «**smart**

**farmi**ng», agriculture intelligente, permet de cibler l'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires dans une optique plus écologique grâce, notamment, à des drones, des tracteurs autonomes, des robots et des infrastructures de communication mobile étendues. Les agriculteurs innovent: j'ai demandé (motion en 2019) que l'aquaculture soit reconnue. Je m'engage aussi à ce que les budgets consacrés au monde paysan soient maintenus afin d'assurer **une agriculture familiale et productrice**. Et j'ai invité le Conseil fédéral (motion en 2018) à asseoir le site principal d'Agroscope à Fribourg ce qui engendrerait de nouvelles places de travail.

Mes engagements se sont tournés vers

**les proches aidants:** ma motion, acceptée en 2018 contre l'avis du Conseil fédéral par le National, a été acceptée par la Commission des Etats et sera traitée en plenum cet automne. Elle demande que les personnes sans formation reconnue et qui travaillent auprès de personnes âgées et/ou handicapées puissent se former en cours d'emploi et que leurs compétences professionnelles soient justement rétribuées.

Je n'oublie pas les associations et sociétés à but culturel qui, désormais, comme leurs consoeurs sportives, ont obtenu **l'équivalence dans l'exonération de la TVA**. Adoptée en 2019, ma motion doit encore être examinée par les Etats.



Répondre aux besoins de la population en préservant paysage et environnement.

**Coopération internationale:** j'ai proposé (motion en 2019) que le budget de la Division sécurité humaine, à l'intérieur du crédit cadre de la coopération internationale, soit doublé à 5%. Il m'est apparu logique de prendre toutes mesures utiles avant l'éclatement de conflits plutôt que de venir réparer les dégâts après.

**Petit retour sur Fribourg:** j'ai demandé au Conseil fédéral (interpellation

en 2017) de donner aux cantons davantage de compétences pour protéger la biodiversité, les paysages et le climat. Autre interpellation (en 2018) à propos de la politique de fermeture des voies CFF lors de travaux d'infrastructures (exemple de la ligne Romont-Chênens l'automne dernier).

C'est tout cela que j'entends poursuivre, pour la Suisse, avec Fribourg. Et avec vous !



Offrir aux entreprises des conditions cadres favorables en refusant toute hausse des prélèvements fiscaux.

En 2018 et 2019, je préside la CER (Commission de l'Economie et des Redevances). Nous venons de terminer la révision de la loi sur les marchés publics. Nous avons trouvé de bonnes solutions pour défendre la position de nos PME.

Dans le domaine de la fiscalité, la réforme fiscale et le financement de l'AVS est un compromis raisonnable qui a heureusement été accepté par le

peuple en votation, même si le mélange de deux sujets différents peut prêter à des remarques.

Actuellement, le dossier le plus délicat concerne l'accord-cadre avec l'Union Européenne. Dans sa forme actuelle, on ne peut pas parler d'un accord, mais bien d'un Diktat de l'UE. A court terme, un accord serait souhaitable, mais à long terme, un mauvais accord



Jean-François Rime,  
Conseiller National

## Les grands sujets politiques de la prochaine législature

**J'ai été élu au Conseil national en 2003. Comme entrepreneur et président de l'Union suisse des Arts et Métiers, USAM, mes sujets de prédilection concernent l'économie, la fiscalité, l'agriculture et bien évidemment nos relations avec l'Union Européenne. Comme industriel, les questions d'énergie et de transport font aussi partie de mes centres d'intérêt.**

aurait des conséquences graves pour notre pays.

Concernant l'économie, nous allons probablement au-devant d'une conjoncture difficile. Des accords de libre-échange avec des pays hors de l'UE sont très importants. Je pense principalement aux Etats-Unis, au Japon ou au Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay). Dans ce domaine, nous devons être très attentifs dans la défense des intérêts de notre agriculture. Nous devons garantir et défendre la production de qualité.

En ce qui concerne la fiscalité, nous devons rester compétitifs la concurrence fiscale entre cantons doit être défendue. Un système unifié dans

toute la Suisse amènerait automatiquement un alignement sur les cantons avec les taux les plus élevés. La réforme l'imposition des entreprises est un pas dans la bonne direction. Son application dans les cantons sera déterminante.

Pour les Suissesses et les Suisses, la fiscalité est importante, mais on constate aussi que les cantons et les communes introduisent de plus en plus de taxes et de redevances. Ce phénomène doit être combattu à chaque occasion.

Energie et transports sont liés. La gauche et les Verts veulent des interdictions ou des taxes. Nous devons faire des propositions constructives qui tiennent comptes des différentes

régions de notre pays, notamment des régions de montagnes qui seraient fortement pénalisées par une forte augmentation du prix du carburant. En ce qui concerne le CO2, nous sommes parmi les meilleurs dans le monde grâce à nos centrales hydroélectriques et à nos centrales nucléaires qui ne dégagent pas de CO2.

Enfin, comme élu du canton de Fribourg, je m'engage à défendre les intérêts de notre canton, en collaboration avec mes collègues des autres partis et le Conseil d'Etat, comme je l'ai toujours fait jusqu'à maintenant. Je remercie les Fribourgeoises et les Fribourgeois pour le soutien et me réjouis de repartir pour un nouveau mandat.

# La Suisse avant tout !

## Le modèle suisse est trop précieux pour être bradé.

## Retroussons les manches pour le défendre !

Au cours des dernières législatures, l'Union démocratique du centre s'est attelée à la préservation du modèle Suisse qui garantit aujourd'hui encore le plein-emploi à ses habitants et une qualité de vie supérieure à d'autres pays européens voisins. Cependant, cette spécificité suisse qui profite à nos concitoyens est encore et toujours attaquée de tout bord et chamboulée par la gauche ou l'Union européenne. C'est pourquoi notre Parti et nos sept candidats ont décidé de retrousser leurs manches pour défendre le modèle suisse sous la coupole !



**Emmanuel KILCHENMANN**

**Flavio BORTOLUZZI**

**Jean-François RIME** sortant

**Pierre-André PAGE** sortant

**Roland MESOT**

**Jean-Daniel CHARDONNENS**

**Emanuel WAEBER**

Début 2019, la Suisse affichait un taux de chômage de 2,6% pour l'année écoulée, soit le plus bas pour les dix dernières années et parmi les meilleurs d'Europe. Cette observation, tout comme d'autres, est en grande partie imputable au modèle suisse. Celui-ci ne se résume guère en une phrase mais inclut des concepts bien connus comme notre système de formation professionnelle duale, une monnaie forte, une économie stable, des hautes écoles réputées, une indépendance politique face à l'UE et bien d'autres encore. Pour la législature à venir, l'UDC va s'atteler à défendre ce modèle suisse qui rend notre pays si particulier et si prospère !

### Défendre l'indépendance et refuser l'accord-cadre

L'accord institutionnel que l'UE souhaite voir la Suisse signer représente un traité colonial visant à diminuer l'indépendance de la Suisse et voir ses particularités réduites en faveur de l'Europe. En résumé, cela comprend une reprise automatique du droit européen, la reconnaissance de la Cour de justice européenne (non-élue par les suisses) et l'imposition de sanctions si la Suisse refuse d'appliquer les directives de Bruxelles. Pour les travailleurs, la protection des salaires et les mesures d'accompagnements des travailleurs détachés seront réduites. L'accord prévoit aussi un meilleur accès des citoyens européens à nos assurances sociales, à la nationalité suisse, à l'immigration... L'UDC et ses candidats feront tout leur possible pour que cet accord aux avantages unilatéraux et négociés à coups de menaces et de chantages de la part de la Commis-

sion européenne soit définitivement enterré. Il en va de la souveraineté de la Suisse, de ces institutions et du modèle helvétique !

### Diminuer les impôts et l'instauration de taxes supplémentaires

Cet été, le Conseil fédéral annonça un excédent de 2,9 milliards de francs et prévoit également de tels résultats pour les deux prochaines années. S'il y a de quoi se réjouir de telles recettes pour la Confédération, il est en revanche peu compréhensible que rien ne soit fait pour diminuer les impôts et taxations des contribuables. Au contraire, on parle aujourd'hui d'instaurer des taxes supplémentaires : hausse de la TVA, taxes sur le CO<sub>2</sub>, pourcent de solidarité dans l'assurance-chômage, etc. La prospérité et les emplois du modèle suisse ne peuvent être sauvegardés que si les citoyens et les entreprises ont la possibilité de disposer plus librement de leur revenu et de réinvestir dans l'économie. Et ces résultats comptables bénéficiaires ne sont pas imputables à une diminution des dépenses, loin de là ! Ces dernières n'ont cessé d'augmenter à cause de la politique de l'arrosier de la gauche. Une maîtrise des coûts est primordiale, afin de ne pas imiter des pays tels que la France dont la dette publique atteint 100% du PIB.

### Une transition réfléchie plutôt que l'hystérie climatique

Les écologistes se montrent plutôt sévères envers la Suisse, alors qu'elle se situe aujourd'hui déjà au 73ème rang mondial en termes d'émission de CO<sub>2</sub>

par habitant, ce qui fait du modèle suisse un très bon élève en comparaison internationale. En 20 ans, la Suisse a déjà réduit ses émissions de près de 20% alors même que la population a augmenté de plus d'un million d'habitants. De plus, deux tiers de la production électrique provient de l'hydraulique et le tiers restant provenant du nucléaire ne génère guère de gaz à effet de serre. Et pourtant, la gauche veut assommer la classe moyenne et les ménages de taxes écologiques et d'interdictions sans pour autant proposer de solutions concrètes et d'aides pour réduire davantage les émissions. L'UDC demande plutôt des incitations positives comme des déductions fiscales pour l'assainissement des bâtiments, le soutien à l'agriculture locale et le frein aux accords de libre-échanges agricoles dont le transport international généré est une cause majeure des émissions de CO<sub>2</sub>.

### Garantir les rentes pour nos retraités

Le modèle suisse en matière de prévoyance sociale reste un concept solide envié par beaucoup d'autres pays selon les spécialistes. Cependant, étant donné l'augmentation du vieillissement de la population et la diminution du nombre d'actifs par rentier, ce concept doit être assaini. Les dépenses pour la sécurité sociale atteignent le quart du PIB national et des mesures doivent être prises pour garantir les retraites tout en maîtrisant les coûts. Pour cela, évitons la politique de l'arrosier véhiculée par la gauche et proposons plutôt des prestations complémentaires aux personnes réellement dans le besoin. Pour que

nos rentiers profitent pleinement de leur retraite, assurons-nous que les rentes AVS soient libérées de tout impôt fédéral ou autres. Pour des finances saines, diminuons les abus dans les autres assurances sociales afin que l'argent abusivement perçu soit alloué à l'AVS.

### Enfin réduire l'immigration et la délinquance

Malgré l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse ainsi que pour le renvoi des étrangers cri-

minels, le Parlement et les tribunaux daignent les mettre en œuvre tel qu'approuvés en votations populaires. La non-application de ces deux textes met à mal le modèle suisse et sa démocratie directe, car elle relègue aux calendes grecques une volonté populaire. L'UDC mettra tout son cœur dans la législature à venir pour que le Peuple suisse, ses décisions et son modèle soient respectés !

*Anthony Marchand*

# Liberté et sécurité.

**Je le veux  
Je le vote  
Liste 5**



20 octobre 2019

# Elections fédérales: Votez la Liste 5 !

## Notre programme politique



### AGRICULTURE

Une agriculture productrice qui approvisionne la population en denrées alimentaires saines et locales.



### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Suffisamment de terres pour une agriculture productrice et pour le développement des PME.



### SPORT ET CULTURE

Valoriser la culture populaire, mais nous devons aussi assurer la promotion du sport et l'écllosion des futurs champions.



### ÉCONOMIE ET EMPLOI

Donner aux entreprises les moyens d'être fortes avec moins de bureaucratie afin de garantir des emplois sûrs.



### ÉDUCATION & FORMATION

Préparer au mieux les jeunes aux exigences de la vie active et promouvoir la formation duale.



### FISCALITÉ ET FINANCES

Un Etat plus efficient et moins gourmand avec une baisse des impôts pour les personnes physiques et moins de taxes.



### SÉCURITÉ ET CRIMINALITÉ

Des places publiques sûres et des peines strictes pour protéger les victimes plutôt que les criminels !



### SÉCURITÉ SOCIALE ET SANTÉ

Combattre les abus, pérenniser nos assurances sociales et assurer des rentes viables pour nos retraités.



### SOCIÉTÉ ET FAMILLE

Soutenir le modèle traditionnel et alléger les familles des nombreuses charges fiscales qui pèsent sur elles.



### ARMÉE

Une armée de milice crédible et forte garantissant la sécurité également en temps de crise et répondant aux besoins particuliers de la Suisse.



### ENERGIE

Assurer à nos entreprises un approvisionnement électrique suffisant, sûr et à des prix compétitifs.



### POLITIQUE D'ASILE

Lutter de manière ferme contre les abus dans le droit d'asile afin de diminuer l'attrait de notre pays pour les requérants économiques.



### SOUTENIR LA PROPRIÉTÉ - RENFORCER LA LIBERTÉ

Non aux expropriations, oui à la protection de la sphère privée.



### NOUS SOMMES LA PATRIE

Conserver nos traditions et nos coutumes locales. La culture populaire suisse doit être renforcée par rapport à une culture élitiste et subventionnée.

## Politique climatique:

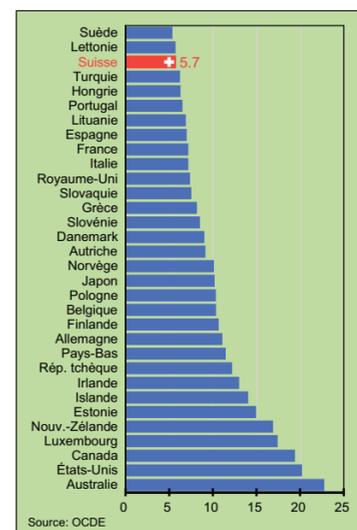
## Des incitations positives plutôt que de nouvelles taxes

Si les variations de températures sont un phénomène naturel, il est démontré que le réchauffement constaté ces dernières années est en grande partie provoqué par l'activité humaine.

La Suisse fait aujourd'hui figure de bon élève en matière de protection de l'environnement. Parmi les pays industrialisés (pays de l'OCDE), elle figure à la troisième position des pays avec les plus faibles émissions de gaz à effet de serre par habitant. Depuis l'an 2000, notre pays a réduit ses émissions de près de 20% alors même que la population a augmenté de plus d'un million d'habitants.

C'est un fait établi que le transport international de marchandises est l'une des principales causes du réchauffement climatique. Produire et consommer local permet de réduire les transports inutiles, ce qui est le meilleur moyen de lutter contre le réchauffement. Pour cette raison, l'UDC continuera à se battre, comme elle le fait depuis toujours, pour soutenir une agriculture suisse productrice et compétitive et pour freiner les accords de libre-échange agricole.

D'autre part, il est essentiel de soutenir la recherche dans les technologies permettant de préserver l'environnement tout en maintenant un niveau de vie élevé. Les Hautes écoles de notre pays sont régulièrement classées parmi les meilleures au monde; la Suisse



Source: OCDE  
Émissions de gaz à effet de serre par habitant, en tonnes

doit se donner les moyens d'être un leader dans le développement des énergies de demain.

Ainsi, plutôt que les nouvelles taxes proposées par la gauche, l'UDC s'engage pour des incitations positives, par des mesures visant à l'efficacité énergétique du bâtiment, par un soutien aux énergies renouvelables, ou encore en aidant les agriculteurs à s'équiper d'outils leur permettant de réduire l'utilisation de produits phytosanitaires.

Pascal Wicht



# Notre engagement pour Votre



## Agriculture

### Offrir des perspectives d'avenir aux familles paysannes

L'agriculture en Suisse vit une de ses plus grandes mutations depuis la seconde guerre mondiale. Avec la PA 14-17, nous sommes passés d'une agriculture étatique vers un marché libre qui oblige les agriculteurs à devenir des prestataires de services. Le canton de Fribourg doit rester un canton producteur de matières premières agricoles et de produits transformés de qualité, et non pas uniquement de prestations écologiques et de produits haut-de-gamme. Le mandat constitutionnel confié à l'agriculture est clair sur ce point-là.

L'UDC Fribourg s'engage pour une agriculture productrice qui approvisionne la population en denrées alimentaires saines et produites près des consommateurs. Les familles paysannes qui assurent ces prestations importantes méritent un revenu raisonnable. Il ne faut pas désavantager financièrement les exploitations agricoles productrices au profit des exploitations extensives. L'UDC souhaite que la Suisse retrouve un degré d'auto-provisionnement alimentaire net d'au moins 60%. Cet objectif ne peut être atteint que si l'on offre des perspectives d'avenir aux familles paysannes afin qu'elles investissent durablement dans la production.

### Nous voulons:

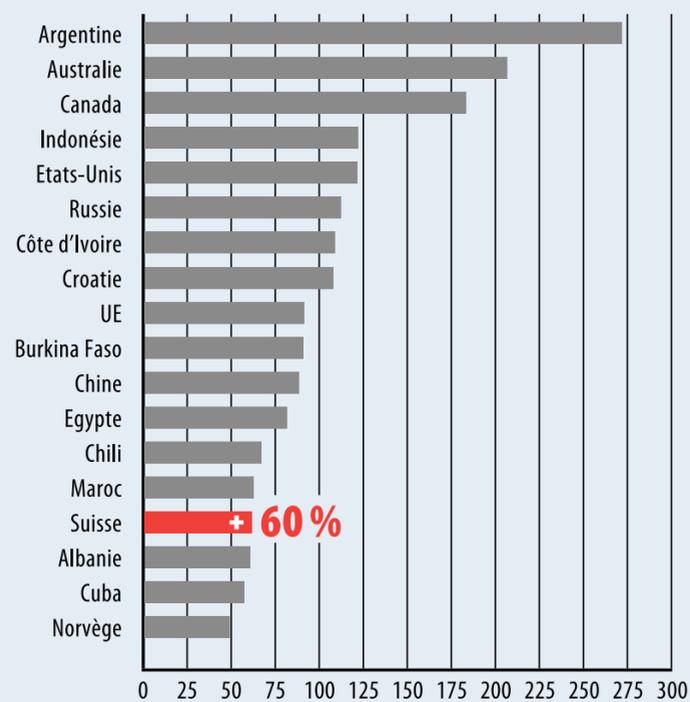
- + Une agriculture productrice qui approvisionne la population en denrées alimentaires de qualité avec des produits de proximité;
- + Garantir un revenu raisonnable pour les familles paysannes qui assurent ces prestations;
- + Encourager les exploitations agricoles performantes;
- + Réduire les contraintes administratives;
- + Miser sur la production, la transformation et la commercialisation régionales.



« Nous voulons nous engager en faveur d'une agriculture qui fournit à la population des denrées alimentaires saines et produites à proximité. Les familles paysannes doivent gagner un revenu raisonnable en retour des services importants qu'ils rendent à la collectivité. »

Adrian Brügger, député, Maître-agriculteur/agro-commerçant, Guin

### Degré d'auto-provisionnement brut en %



Il faut conforter la sécurité alimentaire de la Suisse.

Source: Agristat 2014

### La famille est l'avenir de notre société

La famille est le cadre naturel de l'éducation et de la transmission des valeurs. C'est sur elle que repose la responsabilité de l'éducation et de la complémentarité entre les générations.

Ainsi, l'éducation est de la responsabilité des parents, tandis que l'école doit former les enfants afin que ceux-ci acquièrent le bagage et les connaissances nécessaires pour accéder dans la vie active. Pour cette raison, les parents qui font le choix d'assurer eux-mêmes la garde de leurs enfants ne doivent pas être défavorisés fiscalement.

A contrario, le rôle principal de l'école est de transmettre aux enfants des connaissances et de les préparer aux exigences de leur future vie professionnelle. Il n'appartient pas à l'école d'assumer les tâches éducatives à la place des parents, et encore moins d'instrumentaliser l'enseignement pour inculquer aux enfants une certaine idéologie.

D'autre part, l'école ne doit en aucun cas céder aux revendications communautaristes telles que des dispenses de certains cours pour les adeptes de certaines religions: les règles doivent être les mêmes pour tous.

### Les seniors...

Les seniors ont travaillé durement durant de longues années, ils méritent largement de vivre leur vieillesse dans les meilleures conditions, notamment

### Nous voulons:

- + Respecter la répartition des rôles où les parents assument l'éducation de leurs enfants tandis que l'école leur transmet des connaissances;
- + Cesser de pénaliser fiscalement les parents qui assument eux-mêmes la garde de leurs enfants;
- + Empêcher l'instrumentalisation de l'école par des idéologues de gauche;
- + Que l'école prépare les enfants aux exigences de la vie professionnelle;
- + Supprimer la pénalisation fiscale du mariage;
- + Préserver et renforcer le système des trois piliers de manière à garantir aux seniors la qualité de vie à laquelle ils ont droit.

financières. Le pour-cent supplémentaire de TVA prélevé en fait pour l'AVS doit être crédité complètement et directement à celle-ci. Il n'est pas acceptable que la Confédération verse des milliards à l'étranger, mais tente de se soustraire au financement de ses propres rentiers.



## Famille et seniors



« La cohésion des jeunes et des seniors enrichit et renforce la communauté et la société. La famille en tant que pilier doit pouvoir agir de manière indépendante et autonome. Ce sont les éléments indispensables à la stabilité de notre société. »

Katharina Thalmann-Bolz, députée, Enseignante primaire, Morat

# qualité de vie...



## Economie et prospérité



« La garantie de nos emplois et le bien-être économique ne peuvent se faire qu'avec des libertés accordées aux entreprises. Ce sont elles qui créent la richesse et la prospérité en Suisse, pas la bureaucratie et les formulaires ! »

Frédéric Neuhaus, Syndic de St. Ours, entrepreneur

### L'UDC soutient les PME

Les deux tiers des salariés suisses travaillent dans de petites et moyennes entreprises; c'est dire que les PME sont la colonne vertébrale de l'économie nationale et cantonale. Les élus UDC tant cantonaux que nationaux soutiennent efficacement les PME, ce que confirme une analyse de l'Union suisse des arts et métiers portant sur 169 objets intéressant les PME entre 2011 et 2014. Aucun parti ne défend aussi systématiquement l'économie et les emplois que l'UDC.

L'Etat de droit ne doit ni concurrencer, ni entraver l'économie, mais doit au contraire se contenter de mettre en place les conditions permettant une activité économique aussi libre que possible. Une bureaucratie foisonnante entrave fatalement l'activité économique, et les coûts de la régulation explosent. Les charges bureaucratiques imposées par l'Etat nuisent à nos entreprises. La responsabilité individuelle doit retrouver la place qui lui revient face à l'activisme croissant de l'Etat.

Un marché du travail flexible et un partenariat social solidement ancrés sont parmi les atouts de l'économie fribourgeoise. Seules des conditions de travail libérales permettent à l'économie d'assurer le plein emploi.

### Nous voulons:

- + Nous engager pour l'ensemble des entreprises (PME et grandes entreprises), qui sont à la base de notre prospérité;
- + Défendre la liberté entrepreneuriale;
- + Stopper la multiplication des réglementations alourdissant les contraintes bureaucratiques;
- + Donner aux entreprises les moyens d'être fortes afin de garantir des emplois sûrs !

## Finances, impôts et redevances



« De nombreuses familles suisses sont financièrement serrées à cause des impôts, taxes et redevances. Parallèlement, 3 milliards de francs partent chaque année à l'étranger via l'aide au développement. C'est inacceptable. »

Stéphane Peiry, député, expert-comptable diplômé, Fribourg



### Plus on paie d'impôts, plus l'Etat dépense...

En matière d'impôt pour les personnes physiques, le canton de Fribourg reste un mauvais élève en comparaison suisse. Pourtant, la situation financière du canton est enviable. Une fortune de plus d'un milliard de francs et des résultats avant opérations de clôture de plus de 80 millions de francs par année, ces quatre dernières années consécutives. Malgré cela, la gauche et les partis du centre refusent de baisser les impôts pour la classe moyenne. Les députés Emanuel Waerber et Stéphane Peiry tenteront une nouvelle fois, avec une motion déposée en juillet 2019, de faire prendre conscience de la nécessité de baisser la charge fiscale qui pèse sur les familles, via notamment une augmentation des déductions pour enfants et une baisse générale des impôts pour tous. Car plus on paie d'impôts, plus l'Etat dépense. Entre 2011 et 2018, les charges de l'Etat ont augmenté de près de 400 millions de francs à 3,5 milliards.

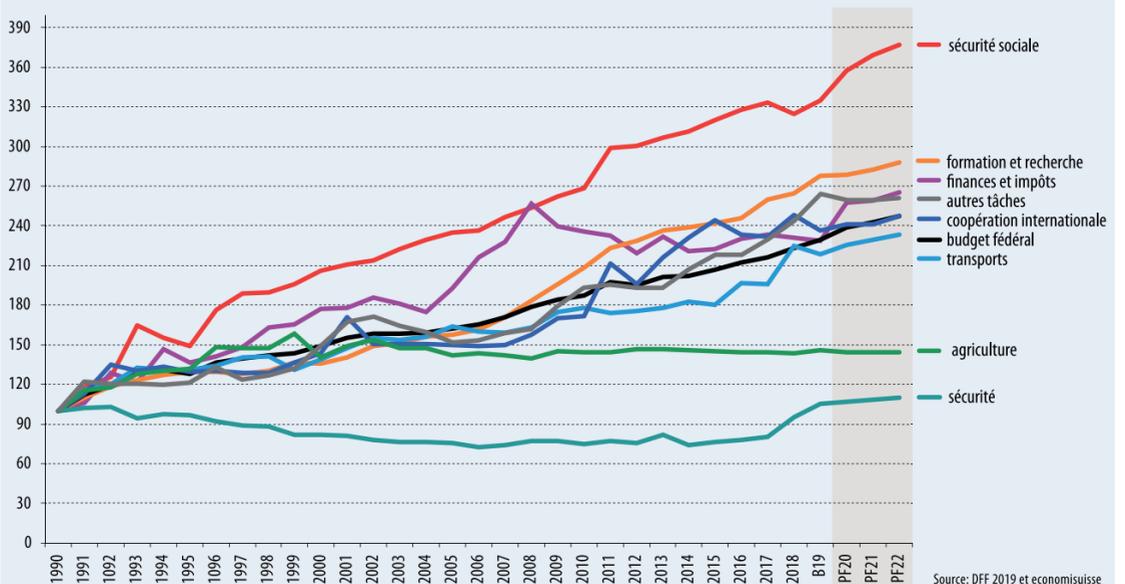
Pour les entreprises, le canton de Fribourg a enfin réussi à mettre en route sa réforme fiscale, dont l'entrée en vigueur est prévue au 1er janvier 2020. Mais à quel prix ! Au prix d'une perte de compétitivité pour Fribourg. En effet, contrairement aux personnes physiques, le canton de Fribourg était plutôt compétitif en matière d'impôt sur le bénéfice des entreprises. En optant pour un taux proche de 14%, pratiquement identique aux taux appliqués sur Vaud et Genève, Fribourg fait un effort moindre que ses voisins. A cela

s'ajoute une augmentation des impôts sur les dividendes (double imposition) qui n'était pas nécessaire. Pas sûr dans ces conditions que les entreprises étrangères choisiront encore Fribourg pour venir implanter leur siège. L'avenir nous le dira. En attendant, 25% des travailleurs fribourgeois doivent quitter le canton chaque matin pour retrouver leur place de travail.

### Nous voulons:

- + Mettre en œuvre toutes les mesures structurelles d'économies pour un Etat plus efficient et moins gourmand;
- + Développer l'emploi dans le secteur privé et limiter la croissance de l'emploi public;
- + Freiner le développement des prestations sociales dans le secteur public auxquelles les PME ne peuvent s'aligner et qui fausse la compétitivité du marché du travail;
- + Mettre en œuvre rapidement la réforme de l'imposition des entreprises III en disposant des marges de manœuvre nécessaires pour rendre notre canton compétitif par rapport à ses voisins;
- + Réduire dans la mesure du possible les impôts des personnes physiques, mais dans tous les cas éviter de les augmenter ou d'augmenter les taxes.

### Développement malsain des dépenses de la Confédération



Source: DFF 2019 et economisuisse

**Voulez-vous connaître en détail notre programme politique ? Alors consultez le programme politique 2019-2023 sur notre site internet [www.udc-fr.ch/parti/programme-politique/](http://www.udc-fr.ch/parti/programme-politique/)**

# Pour le canton de Fribourg



Jean-François  
**Rime**

**sortant**

- + Profession: Industriel - Président USAM
- + Fonctions: Conseiller national depuis 2003  
Président de l'USAM
- + Domicile: Bulle - Gruyère
- + Année de naissance: 1950
- + État civil: Marié, 3 enfants
- + Loisirs: chevaux et chasse

Jean-François Rime est un pilier de la politique nationale de par son expérience en tant que Conseiller national depuis 2003. Industriel dans le domaine du bois, il est un entrepreneur chevronné et s'attèle depuis plusieurs années à défendre le modèle économique suisse, un modèle qui garantit aujourd'hui encore le plein-emploi. A ce titre, il est président de l'Union suisse des arts et métiers, la faitière des PME, et s'engage pour de bonnes conditions cadres pour les entreprises afin de garantir les postes de travail nécessaires à notre population.



[www.facebook.com/jeanfrancois.rime](https://www.facebook.com/jeanfrancois.rime)



Flavio  
**Bortoluzzi**

- + Profession: Menuisier technicien ES & Entrepreneur
- + Fonctions: Vice-président UDC du district du Lac  
Membre du Comité central UDC Fribourg  
Ancien conseiller général de Morat
- + Domicile: Montilier - Lac
- + Année de naissance: 1977
- + État civil: Marié, 3 enfants
- + Loisir: Volleyball

Flavio Bortoluzzi est un homme de terrain: menuisier, conseiller général à Morat et copropriétaire d'une PME... Un politicien proche de la population ! Il aspire à une Suisse neutre, indépendante et fédéraliste, mais également à la garantie de nos emplois et à une baisse des charges bureaucratiques. Les traditions et le sport lui tiennent aussi à cœur, raison pour laquelle il s'engage dans le domaine du volleyball chez les jeunes. Pour lui, le sport est avant tout une école de vie qui favorise la cohésion et les contacts sociaux.



[www.flaviobortoluzzi.ch](http://www.flaviobortoluzzi.ch)



Roland  
**Mesot**

**Président du Grand Conseil**

- + Profession: Chef d'entreprise
- + Fonctions: Président du Grand Conseil Député au Grand Conseil depuis 2011  
Conseiller général - Châtel-Saint-Denis (depuis 2006)  
Président du Conseil général (2009)  
Ancien instructeur sapeur-pompier
- + Domicile: Châtel-St-Denis - Veveysse
- + Année de naissance: 1962
- + État civil: Marié, 2 enfants
- + Loisirs: Hockey-sur-glace et randonnée

On l'appelle également le «Premier citoyen du Canton» de par sa fonction de président du Grand Conseil fribourgeois. Roland Mesot est un député reconnu par ses pairs, adepte du consensus et du pragmatisme. Très attaché à sa région veveysanne, il se bat pour que les régions périphériques ne soient pas pénalisées par les nouvelles directives environnementales et d'aménagement du territoire. Par sa formation dans le domaine, la sécurité est un de ses thèmes de prédilection. Roland Mesot n'a pas seulement été au service de la population par le biais de la politique, mais aussi comme cadre dans les services du feu.



[www.facebook.com/deputermesot](https://www.facebook.com/deputermesot)



Emmanuel  
**Kilchenmann**

- + Profession: Avocat et agriculteur
- + Fonctions: Conseiller général Fribourg, depuis 2016  
Commission de l'équité - Fribourg
- + Domicile: Fribourg
- + Année de naissance: 1980
- + État civil: Marié
- + Loisirs: Sport et histoire

A cheval entre la ville et la campagne, Emmanuel Kilchenmann est un pont entre les deux facettes de notre Canton. A la fois agriculteur à Cormagens et Léchelles et avocat en ville de Fribourg, il est à l'aise dans les thématiques touchant les régions rurales et urbaines: il est implacable sur les problématiques sécuritaires, étant par ailleurs major dans l'Armée, mais se bat aussi pour une agriculture productrice et respectée. Pour lui, il est urgent de diminuer la bureaucratie dont souffrent les agriculteurs afin de leur permettre de se concentrer sur les tâches essentielles.



[www.emmanuelkilchenmann.ch](http://www.emmanuelkilchenmann.ch)

# au Conseil national



Jean-Daniel  
Chardonnens

- ✚ Profession: Directeur / Administrateur
- ✚ Fonctions: Député au Grand Conseil depuis 2017  
Président du club économique du Grand Conseil  
Président de l'UDC du district de la Broye
- ✚ Domicile: Fétigny - Broye
- ✚ Année de naissance: 1965
- ✚ État civil: Marié, 2 enfants
- ✚ Loisirs: Moto, tir sportif et voyages

Directeur d'une entreprise de transport de personnes et motard dans ses temps libres, Jean-Daniel Chardonnens est un vrai routier voyageur. Député très engagé dans le domaine de la mobilité et de l'aménagement du territoire, il se bat pour un développement réfléchi et équitable entre ville et campagne afin que chacun ait le choix du mode de vie et de transport qu'il désire tout en limitant le mitage du territoire. Le Broyard se dresse par ailleurs en grand combattant des taxes, des hausses d'impôts et autres charges se répercutant sur le budget déjà fragile de la classe moyenne.



facebook.com/JDChardonnens



Emanuel  
Waeber

- ✚ Profession: Economiste d'entreprise & Secrétaire général UDC Suisse
- ✚ Fonctions: Député au Grand Conseil depuis 2006  
Prés. de l'Association frib. d'unihockey  
Président du CO de la fête de lutte cantonale 2019
- ✚ Domicile: St-Antoine - Singine
- ✚ Année de naissance: 1958
- ✚ État civil: Marié, 2 enfants
- ✚ Loisirs: Randonnée et ski

Chef du groupe UDC au Grand Conseil, Emanuel Waeber a la politique dans le sang. Hormis son travail d'économiste d'entreprise, il est aussi secrétaire général de l'UDC Suisse. A ce titre, il est un grand défenseur de l'indépendance de la Suisse face à l'Union européenne. Très rigoureux avec les chiffres, il est incollable en matière de fiscalité et se bat depuis de nombreuses années pour un allègement des charges qui pèsent sur la classe moyenne. Emanuel Waeber est par ailleurs très engagé pour le sport, que ce soit pour le Floorball ou l'organisation de la Fête cantonale de lutte en 2019.



www.emmanuelwaeber.ch

# au Conseil national

## + Conseil des Etats

**POUR LA SUISSE. ✚ AVEC FRIBOURG. ✚**

**Demain toujours à Berne,  
pour promouvoir vos idées  
et défendre vos convictions**

«Depuis quatre ans maintenant, au Conseil national, je défends mes convictions – les vôtres, celles pour lesquelles vous m'avez fait confiance en octobre 2015. Un environnement préservé, une agriculture de qualité et compétitive, une sécurité sociale pour les plus démunis, une filière de formation pratique pour nos jeunes, une mobilité garantie de manière égale pour tous !

**Le 20 octobre prochain, je sollicite à nouveau votre confiance !**

Au Conseil national, ou au Conseil des Etats, je resterai le Pierre-André Page que vous connaissez, à votre écoute, enthousiaste derrière ses projets, nourri de ses convictions – pour la Suisse, avec Fribourg.

Je compte sur votre voix, merci !»

Pierre-André Page, Conseiller national, Châtonnaye



Pierre-André  
Page

sortant

- ✚ Profession: Maître-agriculteur
- ✚ Fonctions: Conseiller national depuis 2015  
Prés. Landi Romont, Administr. AECA Berne  
Président de la Landwehr Fribourg  
Comité Pro familia Fribourg  
Président du Grand Conseil en 2009  
Ancien Président du groupe parlementaire  
Député au Grand Conseil 1996 -2015
- ✚ Domicile: Châtonnaye - Glâne
- ✚ Année de naissance: 1960
- ✚ État civil: Marié, 3 enfants

Conseiller national et maître-agriculteur, Pierre-André Page a le bon sens terrien, l'engagement associatif et l'amour de la nature. Il a cultivé cette passion durant tout son précédent mandat sous la coupole à Berne et compte le poursuivre afin, notamment, de défendre des revenus décents pour les familles paysannes, mais également des produits de qualité et de proximité pour le bien de la planète. Pierre-André Page s'engage pour un environnement équilibré et préservé tout en tenant compte d'une mobilité efficace, que l'on habite en ville ou à la campagne.



www.pierreandrepape.ch

# Concrètement...

Au cours de l'année écoulée, nos députés se sont engagés pour vous au Grand Conseil par le biais de nombreuses interventions. Régulations des cormorans, accès aux études universitaires, financement des activités parascolaires, ... Plusieurs motions impactant le quotidien des citoyens ont été déposées voire acceptées par le Parlement. Tous ces outils parlementaires sont essentiels au bon fonctionnement de l'Etat et de la démocratie, et il tient particulièrement au groupe UDC à ce que les intérêts du Peuple soient bien représentés au Parlement cantonal.

Instruments	Déposés	Acceptés	Refusés	Retirés
Questions	22	--	--	--
Motions	7	3	3	1
Postulats	3	2	0	1
Mandats	4	3	0	1
Résolutions	2	2	0	0
Requêtes	1	1	0	0
<b>Total</b>	<b>39</b>	<b>11</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

Activités politiques en 2018: Instruments parlementaires de l'UDC

## Engagement du groupe UDC au Grand Conseil fribourgeois



Emanuel Waeber, député, chef de groupe au Grand Conseil

**Les impôts pèsent lourdement sur la classe moyenne, les familles et nos retraités**

Le canton de Fribourg a réalisé un excellent exercice 2018.

Sur un budget de fonctionnement de 3,55 milliards de francs, il affiche un bénéfice de 72 millions de francs avant la constitution de provisions et d'amortissements extraordinaires. Le canton a un capital propre de 1,6 milliards de francs. Depuis 2011, le nombre d'employés de l'Etat a augmenté de 819 EPT, soit une augmentation de presque 10%, tandis que les recettes fiscales ont augmenté de 234 millions de francs soit 17,2 %.

### Motion de l'UDC pour une adaptation des déductions sociales et du taux d'impôt sur le revenu et la fortune

Nous sommes convaincus que la classe moyenne, les familles et les retraités méritent une augmentation des déductions sociales. Ceci représenterait un geste fort pour un canton à la fois innovant et fiscalement attractif. Nous devons améliorer les conditions cadres en faveur des contribuables et les faire bénéficier des bons résultats enregistrés par le canton. Une réduction du coefficient à 98% pour l'impôt sur le revenu et à 95% pour l'impôt sur la fortune entraînerait une baisse de recettes fiscales que nous pouvons estimer à environ 20 millions de francs. Le bénéfice de ces quatre dernières années (85 millions en moyenne) permettrait de financer aussi bien la hausse des déductions sociales (environ 32 millions par an) que la baisse du coefficient sur les taux pour l'impôt sur le revenu et la fortune (environ 20 millions par an).

Un point nous a particulièrement contrarié, à savoir le fait que le canton n'ait pas engagé les apprentis pour lesquels un budget avait été adopté. Lors de l'adoption du budget 2019, nous avons exigé que le nombre d'apprentis au sein de l'administration cantonale soit augmenté. Par la suite, les comptes 2018 ont montré que 88 postes d'ap-

prentis n'ont pas été attribués alors même que ces postes avaient été mis au budget. Ceci est à notre avis particulièrement regrettable pour un canton qui entend être à la pointe en matière de formation.

### Fusions de communes

Nous avons toujours soutenu les mesures visant à encourager les fusions de communes, à condition toutefois que les fusions en question soient sensées et apportent une plus-value aux communes concernées. Et surtout, il est essentiel que la population des communes impliquées soutienne la volonté de leurs élus communaux.

Depuis 1866, ce ne sont pas moins de 80 fusions qui ont été réalisées dans notre Canton. Ainsi le nombre des communes a diminué de 285 à 136 au 1er janvier 2019. Nous constatons, hélas! un manque de volonté s'agissant d'une collaboration plus étroite entre les communes du Grand Fribourg. Ainsi la création de l'Agglo a vu les problèmes s'accroître plutôt que d'apporter des solutions concrètes. Cette structure supplémentaire s'avère lourde, peu transparente et peu démocratique.

### Caisse de pension de l'Etat de Fribourg

Nous sommes conscients que le changement de primauté aura un impact non négligeable pour une partie des collaborateurs de l'Etat, en particulier ceux âgés de plus de 50 ans. Par conséquent, il est tout à fait juste, et c'est par ailleurs une exigence légale, de proposer des mesures transitoires et compensatoires afin d'amortir les conséquences qui en résultent pour le personnel concerné. Inévitablement, cela engendre un coût financier important pour l'Etat, qui assume ainsi pleinement sa responsabilité d'employeur. Toutefois, au final, ces coûts vont peser sur l'ensemble des contribuables fribourgeois. Il est regrettable que le Conseil d'Etat ait négligé cette question importante pendant des années. Parmi les trois variantes proposées en termes d'investissements, aucune n'est vraiment convaincante. A notre avis, la perte de rente pour les personnes de plus de 50 ans ne doit en aucun cas dépasser 10%. Par conséquent les mesures de recapitalisation prévues doivent être revues.

### Le financement du HFR

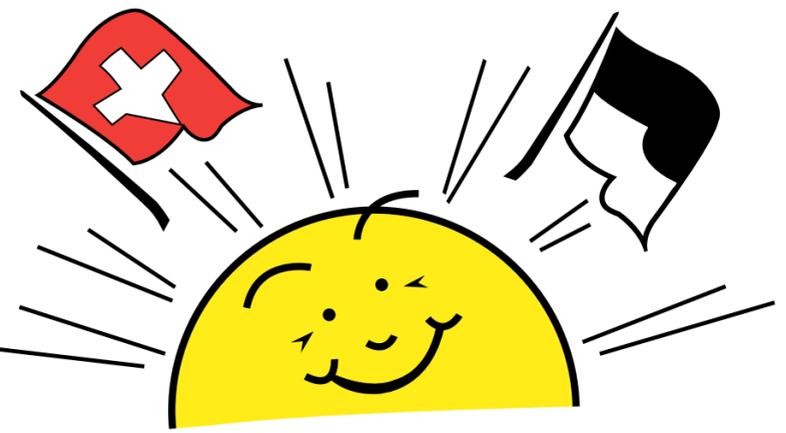
Le financement du HFR et le statut du personnel seront certainement l'objet d'intenses débats et la réponse à ces questions est encore incertaine. Nous attendons de la part du Conseil d'Etat plus de conduite et de responsabilité. Nous avons pris connaissance avec consternation du rapport d'audit de l'Inspection des finances de l'année dernière au sujet du HFR. Les graves lacunes en matière financière sont de surcroît incompréhensibles au regard des 104 postes existants à la direction financière du HFR, parmi lesquels 10 contrôleurs internes. Nous constatons que le Conseil d'Etat, en particulier la Direction de la santé, a failli dans son devoir de contrôle de la gestion de l'HFR.

### Le e-Voting

Le vote électronique détruit la confiance en la démocratie. Le système du vote électronique est inutile, onéreux et accapare d'importantes ressources dans les administrations. Son plus grave défaut est cependant qu'il est sujet aux manipulations. Des gouvernements étrangers ou des organisations criminelles pouvant influencer par la voie électronique les élections et votations selon leurs intérêts. Le système de vote par internet mine la confiance des citoyennes et des citoyens dans notre démocratie. Ce serait un dommage irréparable pour notre pays. D'autres pays comme la Norvège, la Finlande, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne ont depuis longtemps compris ces risques et renoncé à introduire le vote électronique, voire l'ont carrément interdit.

### Bluefactory Fribourg: Quo vadis?

L'innovation ne peut pas être ordonnée, on doit la vivre! Oui, «bluefactory» se présente toujours comme une boîte noire. En comptant le programme sur la Nouvelle Politique Régionale, nous sommes maintenant à un montant total de 130 millions de francs d'investissement, dont presque 78 millions pour le seul Canton. Probablement une histoire sans fin de quelques personnes «visionnaires».



## Perspectives du groupe UDC au Grand Conseil

Le groupe des députés au Grand Conseil de l'Union démocratique du centre souhaite avoir dans le futur une présence politique encore plus importante, rester autonome et avoir une présence thématique encore plus pertinente. Cette stratégie politique concerne les thèmes politiques-clés suivants pour le groupe.

### Economie et emploi

Dans le domaine de l'économie et l'emploi le groupe UDC a comme objectif d'octroyer aux PME et aux agriculteurs une liberté de fonctionnement maximale pour un développement optimal et de simplifier les procédures d'autorisations et administratives en général ainsi que de soulager fiscalement les PME afin de promouvoir leur compétitivité.

### Fiscalité

Nous voulons avantager fiscalement la classe moyenne, les retraités, les familles et les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants et soutenir la famille traditionnelle. S'agissant du fonctionnement de l'Etat, nous sommes d'avis qu'il faut mettre en œuvre toutes les mesures structurelles d'économies afin d'assurer un Etat plus efficient et moins gourmand. Pour ce faire, il faut aussi développer l'emploi dans le secteur privé et limiter la croissance de l'emploi public.

### Sécurité et criminalité

Concernant la sécurité et la criminalité, il s'agit de faire passer l'intérêt de la société avant celui des agresseurs, de soutenir les actions de la police sur le terrain et de défendre une application stricte de la législation. Sur demande de l'UDC, l'Etat va fermer la prison centrale à Fribourg et créer un centre judiciaire.

### Formation

Au niveau de la formation, l'application de la loi scolaire ne doit pas préte-

riter les petites communes. De plus, il faut donner la priorité aux langues nationales dans l'apprentissage de la première langue étrangère et mettre l'école sur la voie des exigences de la vie professionnelle.

### Sécurité sociale et santé

Dans ce domaine notre groupe veut favoriser le développement du tissu médical en zones périphériques et assurer une prise en charge rapide des urgences par la proximité. La réforme de la caisse de pension l'Etat sera un immense défi, car il s'agit d'un changement de système de celui de la primauté des prestations à celui de la primauté des cotisations.

### Aménagement du territoire

L'aménagement du territoire doit permettre de maintenir des terres agricoles suffisantes pour une agriculture productive et de soutenir la mise en place d'une politique foncière active qui soit efficace.

### Chose publique

Enfin, de manière générale, notre groupe continuera à défendre le respect de la démocratie directe et l'autonomie communale et cantonale, selon les principes du fédéralisme. Nous soutenons également une limitation de l'emprise étatique et un désenchevêtrement des tâches et des charges entre l'Etat et les communes.



Les familles et la classe moyenne doivent supporter une fiscalité particulièrement lourde alors même que le Canton réalise chaque année d'importants bénéfices. Pour cette raison, l'UDC s'engage pour réduire le taux d'imposition et pour augmenter les déductions fiscales.

# Nous défendons les intérêts du canton de Fribourg au Grand Conseil...



## District de la Veveyse

### Président du Grand Conseil



**Roland Mesot**  
Chef d'entreprise, Châtel-St-Denis



**Michel Chevalley**  
Ancien Préfet, Tatroz  
Commissions des affaires  
extérieures



## District de la Glâne



**Jean Bertschi**  
Maître-agriculteur, Orsonnens  
Commission des routes et  
cours d'eau



**Philippe Demierre**  
Directeur adjoint, Esmonts



## District de la Sarine



**Charles Brönnimann**  
Agriculteur, Onnens  
Bureau du Grand Conseil



**Nicolas Galley**  
Policier, Ecuwillens  
Commissions des Grâces



**Nicolas Kolly**  
Avocat, Essert  
Commission de justice



**Ruedi Schläfli**  
Agriculteur, Posieux  
Commission des naturalisa-  
tions



## District de la Singine



**Adrian Brügger**  
Maître-agriculteur, agro-  
commerçant, Guin  
Commissions des affaires  
extérieures



**Emanuel Waeber**  
Economiste d'entreprise &  
Secrétaire général UDC  
Suisse, St-Antoine  
Bureau du Grand Conseil



**Markus Zosso**  
Commerçant agricole,  
Schmitten  
Membre Conseil d'administra-  
tion HFR



## District de la Gruyère



**Sébastien Frossard**  
Agriculteur, Romanens



**Gabriel Kolly**  
Maître-Agriculteur, Corbières  
Commission des finances et  
de gestion



**Roger Schuwey**  
Hôtelier, Im Fang  
Commissions des affaires  
extérieures



## District de la Broye



**Jean-Daniel Chardonens**  
Directeur PME / Administra-  
teur, Fétigny  
Comm. interparl. du GYB  
Comm. consultative pour  
l'aménagement du territoire  
Comm. de constr. pour la route  
de cont. de Prez-Vers-Noréaz



**Michel Zadory**  
Médecin, Estavayer-le-Lac  
Délégation FR à la CIP Hôpital  
intercantonal de la Broye (HIB)



## District du Lac



**Rudolf Herren-Rutschi**  
Agriculteur, Lurtigen  
Commission des naturalisa-  
tions



**Paul Herren-Schick**  
Administrateur, Chiètres  
Commission des finances et  
de gestion



**Ueli Johner-Etter**  
Agriculteur - Maraîcher,  
Chiètres  
Commission des routes et  
cours d'eau



**Katharina Thalmann-Bolz**  
Enseignante primaire, Morat



## Ville de Fribourg



**Stéphane Peiry**  
Expert comptable, Fribourg  
Commission des finances et  
de gestion

**Liberté et sécurité.**  
*Je le veux. Je le vote*



## Notre Suisse: d'où venons-nous ? Où sommes-nous ? Où allons-nous ?



Christina Susanna Darcey,  
enseignante et formatrice d'adultes BFFA,  
conseillère générale Châbles

### D'où venons-nous ?

Le 25 juillet 2019 correspond au 79ème anniversaire du rapport du Grütli. En 1940, durant la seconde guerre mondiale, le Général Henri Guisan a lancé avec succès un appel à l'esprit de résistance des Suissesses et des Suisses, et a appelé à défendre la liberté et l'indépendance de la Suisse.

Lors du 1er août, nous n'avons pas seulement fêté l'anniversaire de notre belle Suisse, mais aussi plus de 700 ans de paix, de liberté, d'indépendance, de démocratie, de neutralité et de sécurité dans ce pays. Telles sont les valeurs qui ont rendu ce pays fort. Ainsi, nous

devons d'autant plus apprécier ce que nous avons et faire tout ce qui est en notre pouvoir pour le transmettre à nos enfants et à nos petits-enfants.

### Où sommes-nous aujourd'hui ?

Au contraire de la France et des autres pays de l'UE, nous n'avons pas besoin en Suisse de descendre dans la rue pour protester et faire la grève si nous voulons changer quelque chose. Ici, il suffit d'une récolte de signatures. Les politiciens doivent alors discuter des lois et des réglementations et les adapter. En fin de compte, ce sont les citoyens qui ont le dernier mot. Ceci garantit de bonnes décisions équilibrées.

L'histoire à succès de la Suisse montre que la démocratie telle que nous la connaissons est le meilleur chemin à suivre. Aujourd'hui, nous ne sommes pas en guerre. Pourtant, notre liberté est menacée par l'accord cadre institu-

tionnel avec l'Union Européenne. Où est donc passée la capacité de résistance des élites politiques, des lobbyistes, des associations, des syndicats et du Conseil Fédéral ?

### Où allons-nous ?

L'UE prétend être garante de la paix en Europe. L'UE, un projet de paix ? On peine à y croire lorsque l'on voit de quelle manière l'UE met la pression sur la Grande-Bretagne et la Suisse, lorsqu'il s'agit de conclure de nouveaux accords, ou lorsque l'on remarque comme elle se comporte avec ses Etats membres. Est-ce vraiment cela, la paix ? N'est-ce pas plutôt un nouveau type de confrontation, certes pas avec des armes, mais malgré tout un conflit d'argent et de pouvoir ?

Nous, Suisses, n'avons pas pour habitude de laisser d'autres décider pour nous. Chacune et chacun d'entre nous participe à la réflexion et à la décision.



Le bon sens humain, une manière pragmatique de résoudre les problèmes et des solutions de compromis, tel est le chemin suisse. C'est ainsi que fonctionne notre démocratie directe. Dans la plupart des pays de l'UE, il en est autrement: le Gouvernement décide et le Peuple n'a rien à dire. Est-ce cela que nous voulons ?

Afin de garantir une grande qualité de vie dans notre pays également dans le futur, nous devons prendre soin de notre pays et de notre environnement. Nous devons nous engager pour une protection concrète de l'environnement, une bonne formation, des salaires justes et un filet social stable.

Elections fédérales du 20 octobre 2019

## Les électeurs UDC: des gens comme toi et moi !

Mais qui sont donc ces personnes qui votent UDC ? Tout simplement des gens comme toi et moi ! Les électeurs UDC se retrouvent dans toutes les couches de la population, tous les âges et toutes les professions. Il n'existe pas un électeur UDC type, il y a une multitude de citoyens lambda qui se retrouvent dans les valeurs que nous partageons et dans les solutions que nous proposons pour la Suisse. Toi aussi tu peux en faire partie ! Tu peux le devenir en t'inscrivant sur [www.udc-fr.ch](http://www.udc-fr.ch) ou simplement voter la liste 5 en octobre prochain.

### Les femmes votent UDC

Mirjam Bicer, Courtaman



« L'UDC est le seul parti qui s'engage pour préserver notre Suisse. La liberté, la sécurité, le bien-être et l'autodétermination pour notre peuple sont placés au premier plan. Je vote UDC car je souhaite laisser à nos enfants une patrie qui ait un avenir. Tu le veux aussi ? Alors vote-le ! »

### Les Secundos votent UDC

Christophe Blaumann, Courtepin



« Mon père a fui le mur de Berlin en 1961, ma mère française est venue chercher du travail en Suisse. Mes parents se sont intégrés, ont travaillé pour notre pays. Reconnaisant de la chance que la Suisse leur a donnée, je défends nos valeurs avec l'UDC ! »

### Les retraités votent UDC

Eric Tschachtli, Villars-sur-Glâne



« Sénior actif depuis 35 ans je soutiens la sauvegarde d'une Suisse indépendante et neutre. Halte à la croissance constante des dépenses, plus de liberté économique, corriger le chaos de la politique d'asile, renforcer notre sécurité alimentaire. Voilà pourquoi je vote UDC. »

# Les Jeunes UDC:

La section des Jeunes UDC Fribourg a été fondée en 2005. Composée de jeunes de 16 à 33 ans, elle a pour objectif de représenter une vision jeune de la politique et d'assurer la relève pour la Suisse de demain. Elle se veut donc engagée et dynamique, et ce depuis près de 15 ans ! La section bénéficie déjà d'une grande expérience poli-

Actifs dans la rue et sur les réseaux sociaux, les jeunes UDC savent aller au contact de la jeunesse mais également être à l'écoute de leurs aînés. Le but de la section est de défendre les valeurs qui font la réussite de la Suisse. Elle réunit pour cela des jeunes d'horizons linguistiques, associatifs et professionnels tout aussi différents que variés. Le succès attendu réside dans la motivation et l'expérience des candidats qui vous seront présentés cet automne.

Ces jeunes se battent pour davantage de sécurité, mais également pour les PME qui font la réussite de notre économie. Ils se dévouent pour notre patrimoine ainsi que sa transmission aux générations futures. Enfin, ils s'attachent à cette agriculture nourricière que nous nous devons de protéger.

Les Jeunes UDC se sont manifestés par le passé dans la vie politique cantonale par le biais de motions populaires. Entre autre, on peut citer une motion demandant l'apprentissage de l'hymne national dans nos écoles ou encore une motion ayant pour but d'apporter une meilleure vulgarisation de l'agriculture à l'école obligatoire par le biais de journées thématiques ou autres activités scolaires extérieures.

Les Jeunes UDC Fribourg ont l'ambition d'assurer la relève mais aussi d'appuyer leurs aînés dans les combats politiques d'aujourd'hui et de demain, pour le bien de notre Canton et de notre pays. C'est pourquoi nous crions haut et fort « Qui veut l'avenir, vote l'avenir ! »



### Julien Doutaz

- + Profession: étudiant ingénieur agronome
- + Domicile: Epagny - Gruyère
- + Âge: 21 ans
- + Loisirs: tir, montagne

Je me bats pour une meilleure reconnaissance des métiers de la terre et de notre système d'apprentissage. Favoriser les entreprises locales est le premier pas pour le climat !



### Timon Gavallet

- + Profession: Etudiant sociopédagogie
- + Domicile: Broc - Gruyère
- + Âge: 19 ans
- + Loisirs: tir, ski

Je suis candidat pour les élections, car je souhaite développer l'indépendance de notre pays en combattant l'adhésion à l'UE tout en atteignant l'autosuffisance alimentaire.

### Les jeunes votent UDC

Sven Brügger, St. Sylvestre



« Je suis jeune et j'ai grandi dans un pays sûr et libre. Je souhaite que ce privilège, pour lequel nos ancêtres se sont battus, soit préservé pour les générations futures. C'est pourquoi je vote UDC ! »

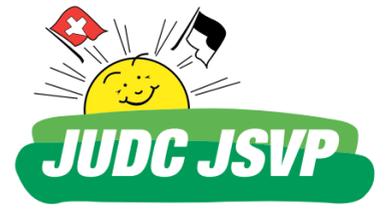
### Les artistes votent UDC

Sébastien Bossel, Bulle



« L'UDC se bat pour maintenir une Suisse prospère et sûre. Cela nous permet de nous exprimer librement à travers de nombreuses formes d'expression, dont la musique que je pratique en tant que DJ. Notre parti favorise ainsi la culture actuelle tout en étant très attaché aux traditions qu'il défend également. »

# Liste 21



tique puisqu'elle compte dans ces rangs des députés cantonaux et communaux mais aussi des membres dans les exécutifs. Cette année, et pour la seconde fois dans leur histoire, les Jeunes UDC Fribourg se présentent aux élections au Conseil national.



## Mélissa Gerber

- Profession: agricultrice
- Domicile: Grangettes-près-Romont
- Âge: 23 ans
- Loisirs: nature, montagne

Je défends les idées l'UDC car c'est le seul parti qui éprouve encore de l'intérêt pour l'agriculture, conserve notre patrimoine et soutient les familles.



## Stobbian Godel

- Profession: agriculteur, agro-commerçant
- Domicile: Estavayer-le-Gibloux - Sarine
- Âge: 27 ans
- Politique: Conseiller général

Je m'engage pour une agriculture productive et durable, à l'écoute du consommateur. Ne la sacrifions pas sur l'autel du libre-échange.



## Anthony Marchand

- Profession: Etudiant EPF bio-ingénierie
- Domicile: Vesin - Broye
- Âge: 25 ans
- Loisirs: randonnée, tir à 300m

Je me porte candidat pour une Suisse souveraine face à l'UE, mais aussi pour une politique climatique réfléchie et pragmatique qui ne soit pas basée sur l'hystérie et les taxes.



## Oliver Rumo

- Profession: Interactive Media Designer
- Domicile: St. Silvestre - Singine
- Âge: 21 ans
- Loisirs: tir, moniteur JT, Hockey

Je me porte candidat pour l'UDC, car il est le seul parti en Suisse qui représente et défend fermement nos valeurs, nos traditions et la démocratie directe.

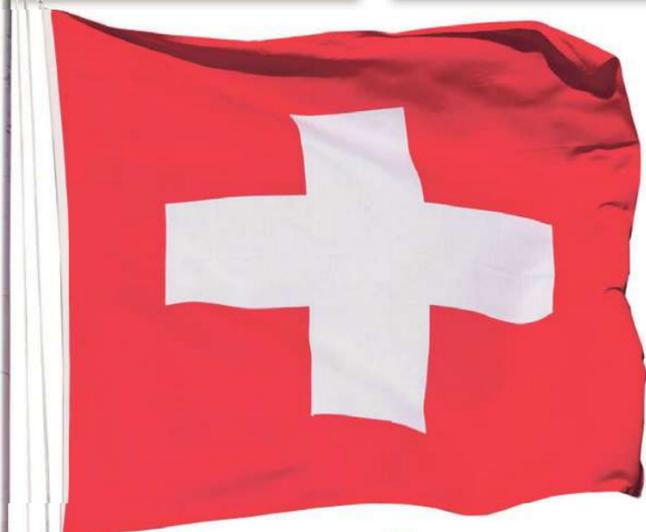


## Chantal Tobler

- Profession: étudiante ing. agronome
- Domicile: Chapelle - Broye
- Âge: 25 ans
- Loisirs: nature, dessin

Je me bats pour les idées de l'UDC car elles favorisent l'économie de proximité. En appliquant cette stratégie, la Suisse reste libre, sûre et surtout durable.

« Qui veut l'avenir, vote l'avenir » !



Julien  
**DOUTAZ**

Timon  
**GAVALLET**

Mélissa  
**GERBER**

Stobbian  
**GODEL**

Anthony  
**MARCHAND**

Oliver  
**RUMO**

Chantal  
**TOBLER**

# Voici comment voter correctement dans le canton de Fribourg:

## 1. Ouvrez l'enveloppe électorale où vous trouverez les documents suivants

- Bulletins de vote préimprimés (listes) pour les élections au Conseil national
- 2 petites enveloppes
- Bulletins de vote préimprimés (listes) pour les élections au Conseil des Etats

## 2. Elisez vos conseillères et conseillers nationaux:

Prenez la **liste UDC n° 5** ou la **liste Jeunes UDC n° 21** et glissez-la sans changement dans la petite enveloppe correspondante.

## 3. Elisez votre conseiller aux Etats:

Prenez la **liste UDC n° 5** au nom de « **Pierre-André Page** » et glissez-la sans changement dans la petite enveloppe correspondante.

## 4. Placez le tout dans la grande enveloppe:

Glissez les 2 petites enveloppes ainsi que le certificat de capacité civique dans la grande enveloppe.

## 5. Tracez votre adresse et signez:

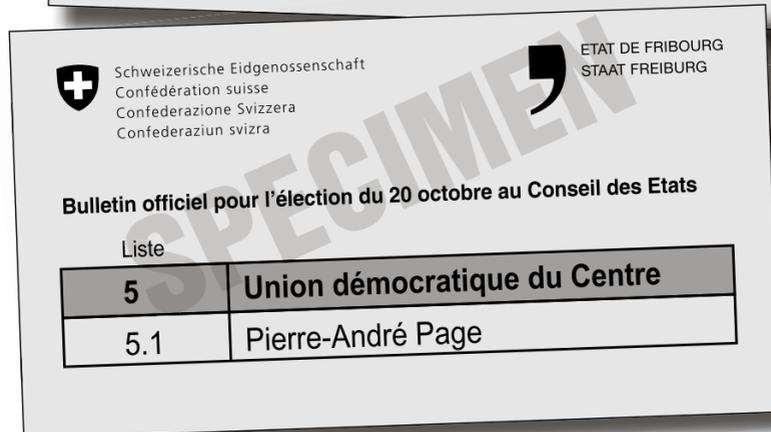
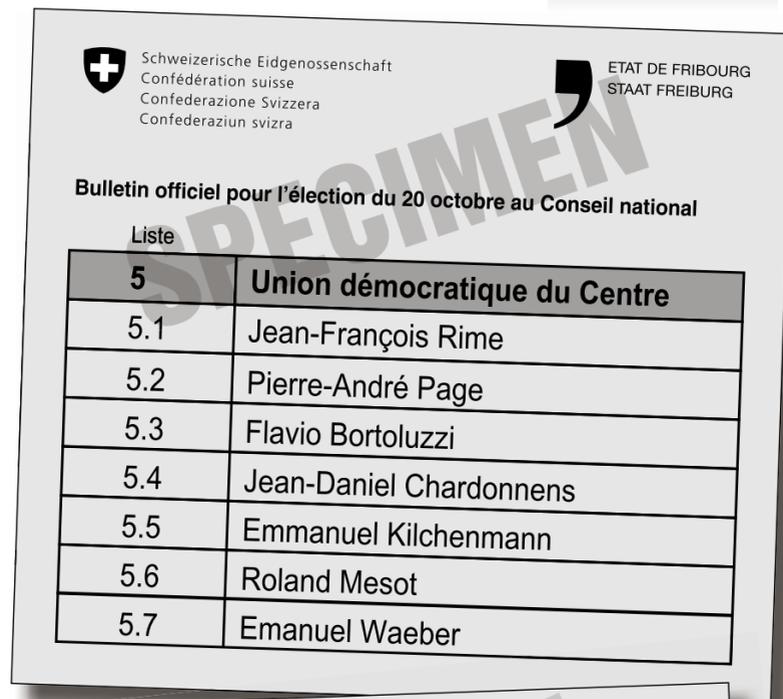
Signez le certificat de capacité civique à l'endroit indiqué et glissez-le également dans la grande enveloppe. Si nécessaire, affranchissez l'enveloppe et mettez-la dans une boîte aux lettres postale ou dans celle de la commune.

## 6. Envoyez:

Déposez votre enveloppe au plus tard jusqu'au **17 octobre** à la poste ou jusqu'au **19 octobre** dans la boîte aux lettres de votre commune, ou allez voter le **20 octobre**.

## Attention !

- Ne glissez **qu'une seule** liste au Conseil national dans l'enveloppe, sinon votre vote est nul.
- N'écrivez aucune remarque supplémentaire sur le bulletin de vote, sinon le vote est aussi nul.
- Pour un vote anticipé ou par correspondance, n'oubliez pas de signer votre certificat de capacité civique à l'endroit indiqué.



1. Ouvrir l'enveloppe et sortir les documents.



2. Détacher la liste UDC n° 5 ou Jeunes UDC n° 21 du bloc des bulletins de vote.



3. Glisser le bulletin de vote avec la liste UDC dans la petite enveloppe (un seul bulletin!).



4. Prenez la liste UDC n° 5 au nom de «Pierre-André Page».



5. Glissez également la liste du Conseil des Etats dans la petite enveloppe.



6. Signer le certificat de capacité civique à l'endroit indiqué.



7. Glissez les 2 petites enveloppes ainsi que le certificat de capacité civique dans la grande enveloppe.



8. Apporter l'enveloppe à la poste ou à la commune.

## Avez-vous des questions concernant les élections ?

**Hotline gratuite: 0800 0 1291 0**

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections 2019 pour le Conseil national et le Conseil des Etats.

Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse ?

Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 y compris le week-end.

**Vos questions par courriel: [elections@udc.ch](mailto:elections@udc.ch)**

## Apparemment avec l'UDF (liste 8)

Dans le canton de Fribourg, l'UDC est apparentée avec l'Union Démocratique Fédérale (UDF) – liste 8. Cela permet que votre vote reste orienté vers des valeurs de base.

**EDU+UDF**  
Eidgenössisch-Demokratische Union  
Union Démocratique Fédérale  
Unione Democratica Federale

Pour le Conseil des Etats:

**Pierre-André Page**  
au Conseil des Etats  
[www.pierreandrepape.ch](http://www.pierreandrepape.ch)

**Liste 5**

Pour le Conseil national:

**La Suisse avant tout!**

*Je le veux. Je le vote*

**Votez UDC Liste 5 ou 21**